

Iftar	
Oran	18h55
Alger	18h39
Constantine	18h26
Imsak	
Oran	06h09
Alger	05h51
Constantine	05h38

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN



COMMERCE

La distribution, le maillon faible

P.3

Notre supplément

AUTOUR DU MONDE

Avec la collaboration de

P.9 & 10

PROJECT SYNDICATE

AN ASSOCIATION OF NEWSPAPERS AROUND THE WORLD

Le nouvel ordre mondial



PAR NANCY QIAN

Professeure d'économie à l'université Northwestern, est codirectrice du Global Poverty Research Lab de l'université Northwestern

Le MAGA édulcoré de Marco Rubio



PAR CARL BILDT

Ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Suède.

La voie de l'Inde vers l'indépendance énergétique



PAR NAVNEERAJ SHARMA ET ¹ARVIND SUBRAMANIAN²



1. Economiste spécialisé dans l'énergie.
2. Chercheur senior au Peterson Institute for International Economics et coauteur

L'Europe doit faire payer les entreprises d'IA pour les données d'entraînement



PAR ANYA SCHIFFRIN¹ ET ROBERTA CARLINI²



1. Maître de conférences et codirectrice du programme Technologie, politique et innovation à la School of International and Public Affairs de l'université Columbia.
2. Professeure adjointe au Centre pour le pluralisme et la liberté des médias de l'Institut universitaire européen.



PALESTINE

Les pires sévices dans les prisons israéliennes

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

COUPE DU MONDE 2026

Le Guatemala et l'Uruguay au menu des Verts en Italie en mars

P.11



CONSTANTINE

Un réseau d'importation d'armes à feu démantelé

P.3

Palestine Les pires sévices dans les prisons israéliennes

Mohamed Mehdi

Samedi, 132^e jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines martyrs et davantage de blessés depuis la signature du « plan de paix », dans ce qui semble être une démarche menée en total accord avec l'administration Trump.

Dans son rapport statistique publié, samedi, le ministère de la Santé a fait état de 11 nouvelles victimes des attaques israéliennes, dont 1 martyr et 10 blessés, lors des précédentes 48h (jeudi et vendredi). Le bilan des victimes, depuis l'accord de cessez-le-feu du 11 octobre 2025 (respecté uniquement par la partie Palestinienne), passe ainsi à 612 martyrs et 1.640 blessés, ainsi que 726 corps retirés des décombres. Le nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, passe à 72.070 martyrs et 171.738 blessés.

Le complexe médical Nasser a rapporté samedi le martyr d'un Palestinien par des tirs d'un drone israélien à proximité des zones de déploiement des forces d'occupation au sud de Khan Younes, a indiqué Al Jazeera.

En outre, un correspondant de la chaîne a fait état de frappes aériennes d'avions de combat tôt dans la matinée d'hier sur des zones situées à l'est de Khan Younes, et que des vedettes de la marine de guerre sioniste ont pris pour cible des bateaux de pêche au large de la ville. Ces attaques font suite à de nouvelles opérations de démolition menées vendredi soir par les forces d'occupation dans des zones où elles sont déployées à l'est du camp de réfugiés d'al-Bureij, dans le centre de la bande de Ghaza.

De son côté, l'UNRWA a appelé à la nécessité d'une application stricte du cessez-le-feu qui « reste fragile » puisque les Palestiniens continuent d'être des victimes d'attaques israéliennes. « La persistance des violences, des déplacements de population et des restrictions d'accès humanitaire entravent la fourniture de l'aide essentielle », a écrit vendredi l'UNRWA sur la plateforme X. « Un cessez-le-feu véritable et durable est nécessaire de toute urgence », ajoute l'agence onusienne.

MESURES FERMES CONTRE LES COMMERÇANTS INDÉLICATS

La Direction générale de la police de Ghaza a annoncé, hier dans un communiqué, avoir pris des « mesures strictes à l'encontre des commerçants et vendeurs qui ne respectent pas les prix administrés » durant cette période de Ramadan. « Les services de police compétents ont entamé l'application de mesures strictes à l'encon-

tre des commerçants et vendeurs qui manipulent les prix et se livrent à des pratiques abusives et monopolistiques durant le mois sacré du Ramadan », indique le communiqué. En outre, la police a exhorté « tous les vendeurs, commerces, chauffeurs et citoyens » au respect de la décision « d'accepter tous les billets usagés », rappelant que « toute personne contrevenant à cette règle s'expose à des poursuites judiciaires ». « À cet égard, la police invite les citoyens à signaler les cas de monopole et de manipulation des prix, ainsi que les personnes refusant d'accepter les billets (usagés, ndlr), quelle que soit leur valeur, en appelant des numéros d'urgence ou en déposant une plainte au commissariat le plus proche ». Pour rappel, Ghaza fait face depuis plusieurs mois à une importante crise de cash en raison des restrictions imposées par l'entité sioniste de laisser entrer de l'argent liquide dans les territoires palestiniens pour renouveler les shekels en très mauvais état.

DES JOURNALISTES PALESTINIENS TÉMOIGNENT

Dans un rapport publié, jeudi, par le Comité pour la protection des journalistes (CPJ), des journalistes palestiniens « décrivent avoir été systématiquement maltraités, battus et affamés dans les prisons israéliennes ». Intitulé « Nous sommes revenus de l'enfer », le rapport « documente les allégations de sévices systématiques infligés à des journalistes palestiniens par leurs geôliers israéliens lors de leur détention entre octobre 2023 et janvier 2026 ». « Sur les 59 journalistes libérés par Israël durant cette période et interrogés par le CPJ, tous sauf un ont déclaré avoir subi ce qu'ils ont décrit comme de la torture, des sévices ou d'autres formes de violence pendant leur détention », affirme le Comité, qui affirme avoir « examiné les preuves fournies par les détenus, notamment des photographies, des rapports médicaux et des documents juridiques ». Pour Jodie Ginsberg, directrice générale du CPJ, les témoignages révèlent un « schéma clair dans la manière dont les journalistes palestiniens ont été traités en détention israélienne », ajoutant que ces récits dévoilent « bien plus que de simples fautes isolées ». Les journalistes décrivent des « passages à tabac, parfois graves, la famine, la négligence médicale, ainsi que des violences sexuelles, y compris des viols », ainsi que des « menaces psychologiques, de positions de stress infligeant des douleurs prolongées et d'une exposition prolongée à des niveaux sonores élevés, notamment à de la musique en continu ».

« Le CPJ a recensé la détention d'au moins 94 journalistes palestiniens et d'un employé de médias durant la période couverte par le

Vaccination Le ministère de la Santé appelle à préserver les acquis

Le ministère de la Santé a salué, samedi dans un communiqué, le succès de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite en ses trois phases, insistant sur la nécessité de maintenir la vaccination de routine des enfants afin de lui garantir une protection durable contre les maladies évitables. Dans ce cadre, le ministère a mis en avant le succès de cette campagne qui a enregistré des taux de couverture remarquables, atteignant "95% à la première phase, 96% à la deuxième et 94% lors de la troisième". Il a, à cette occasion, loué "le haut niveau d'engagement des professionnels de la santé et de l'ensemble des intervenants", soulignant que ces résultats "reflètent un niveau avan-

cé de mobilisation sociétale, la vaccination étant un pilier fondamental de la protection de la santé publique", ajoute le communiqué. Dans le même sillage, le ministère a insisté sur l'impératif de préserver les acquis réalisés à travers "le renforcement de la vaccination de routine qui garantit une protection durable des enfants contre les maladies évitables, notamment la rougeole, la coqueluche, la diphtérie, le tétanos, l'hépatite virale (B) et d'autres pathologies aux complications graves", rappelant que cette opération contribue à "assurer une protection continue et globale des enfants, conformément au calendrier national de vaccination". Par ailleurs, la vaccination de routine permet

également de "préserver l'immunité collective, de renforcer la sécurité sanitaire nationale et de consolider les acquis obtenus grâce aux campagnes nationales de vaccination", ajoute la même source, relevant que "dans un contexte international marqué par la résurgence de certaines maladies, la vigilance sanitaire demeure une responsabilité collective nécessitant la mutualisation des efforts et la continuité de l'engagement". A cet effet, le ministère de la Santé appelle les parents à "respecter les rendez-vous du calendrier national de vaccination, à s'assurer de la finalisation du schéma vaccinal de leurs enfants et à se rapprocher de la structure de santé la plus proche pour rattraper toute dose manquante".

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Il arrive, dans une vie de lecteur, que certaines œuvres s'installent en nous avec une intensité durable. Elles demeurent longtemps après la dernière page. D'autres, pourtant célébrées, nous laissent à distance. Nous avons tous nos fidélités silencieuses. Aimer une œuvre est un acte intime. Il ne se décrète pas. Il se ressent. Il arrive aussi que nous aimions une œuvre sans connaître vraiment son auteur. Nous avons découvert Nedjma avant d'entendre la voix de Kateb Yacine dans ses entretiens. Le roman s'imposait par son souffle et sa densité. Il n'avait pas besoin d'explications pour entrer dans notre mémoire collective. Nous avons été marqués par l'écriture droite et grave de Mouloud Feraoun. Ses textes parlaient d'eux-mêmes. Ils ne réclamaient ni justification ni mise en scène. Nous avons lu Assia Djébar avec respect, parfois avec émotion profonde, sans exiger d'elle qu'elle expose sa vie privée pour légitimer la beauté de son œuvre. Son écriture portait une mémoire, une tension, une histoire. Cela suffisait. L'œuvre entrait dans l'histoire par la densité d'une langue, non par la fréquence des apparitions publiques. Leur voix nous parvenait à travers la page. Nous n'attendions pas d'eux des réactions immédiates ni des commentaires sur chaque débat du jour. Leur relative discrétion ne diminuait rien ; elle préservait peut-être l'essentiel. Aujourd'hui, le paysage est différent. L'artiste ne présente plus seulement son œuvre : il se présente lui-même.

Ce que nous aimons vraiment

le livre a changé, mais parce que notre regard s'est chargé d'autre chose. Créer n'est pas se confesser. Écrire un grand livre ne garantit ni sagesse permanente ni élégance constante. Pourtant, dans un monde saturé d'images, nous avons du mal à dissocier. L'œuvre et la personne se confondent. L'appréciation esthétique devient parfois jugement global. Il ne s'agit pas d'exiger le silence des artistes. Il s'agit de reconnaître que l'œuvre possède une autonomie fragile. Elle a besoin d'un certain recul pour respirer. Aimer un livre sans adhérer à tout ce que son auteur dit ou incarne n'est pas une contradiction. C'est peut-être une maturité. La beauté dépasse parfois celui qui l'a produite. Cela ne diminue pas l'humain. Cela rappelle simplement que l'art, lorsqu'il touche juste, appartient à un espace plus vaste que nos tempéraments. Un espace où l'œuvre peut exister par elle-même, libre, intacte, et durable.

Peut-être notre époque devra-t-elle réapprendre cette distance. Non pour effacer les artistes derrière leurs créations, mais pour redonner à celles-ci leur pleine souveraineté. L'œuvre n'est pas la biographie. Elle n'est pas la réaction à chaud. Elle est le résultat d'un travail intérieur, souvent lent, souvent silencieux. Et il est encore possible, heureusement, d'aimer profondément un livre, un film, un tableau, sans adhérer à tout ce que son auteur dit ou incarne. L'essentiel est peut-être là : reconnaître que la beauté peut dépasser la personne qui l'a produite. Cela ne diminue pas l'humain. Cela rappelle simplement que l'art et la littérature, lorsqu'ils touchent juste, appartiennent à un espace plus vaste que nos caractères, nos colères et nos malades. Un espace où l'œuvre, enfin, peut exister par elle-même.

rapport : 32 journalistes et un employé de médias originaires de Gaza, 60 de Cisjordanie et deux en Israël. Au 17 février 2026, trente personnes restaient en détention », écrit le Comité. Selon la même source, « plus de 80% (48 sur 58) des journalistes palestiniens interrogés n'ont jamais été inculpés et ont été placés en détention administrative ». Les journalistes affirment également avoir été empêchés de con-

sulter leurs avocats. « Au moins 21 d'entre eux ont affirmé s'être vu refuser une représentation juridique adéquate, et 17 ont déclaré n'avoir pas été autorisés à parler à un avocat du tout », note le CPJ. Le CPJ a recensé 27 cas de négligence médicale, aggravant souvent les blessures subies lors de passages à tabac ou d'interrogatoires, et, dans plusieurs cas, la complicité de personnel soignant dans les violences

perpétrées contre les détenus, souligne le document. Parmi les 59 journalistes interrogés, « 55 ont fait état de faim extrême ou de malnutrition », alors que deux « ont déclaré avoir été violés en détention ». « Les témoignages font état de violences sexuelles répétées, les journalistes décrivant des agressions visant à les humilier, les terroriser et les traumatiser à vie », lit-on dans le rapport.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration

Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>

E-mail : infos@lequotidien-oran.com

publicite@lequotidien-oran.com

admin@lequotidien-oran.com

lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est : SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Commerce

La distribution, le maillon faible

En dépit des mesures de régulation mises en place, les prix des produits phares du Ramadhan (légumes, viandes et fruits) continuent de connaître certaines hausses.

M. Aziza

Pourtant, l'État a renforcé les ventes directes à travers les marchés de proximité, intensifié les contrôles contre la spéculation et sécurisé les stocks de produits de base tels que les viandes, les céréales et le lait. Cependant, certaines pratiques persistent, qu'elles émanent de commerçants ou de consommateurs, contribuant à entretenir la hausse des prix.

Un retour à la normale ne semble pas encore à l'horizon, selon les déclarations du président de la Fédération algérienne des consommateurs, Zaki Hariz, faites au «Le Quotidien d'Oran». Il précise que cette hausse des prix a été enregistrée bien avant le mois sacré et qu'elle persiste au troisième jour du Ramadan, notamment pour les fruits, les légumes et surtout les viandes rouges.

Ainsi, la viande bovine importée est cédée entre 1.500 et 1.600 DA/kg, avec des prix moins élevés pour celle en provenance du Brésil. La viande ovine importée est, quant à elle, vendue dans certaines boucheries à Alger à environ 2.300 DA/kg. Concernant la production locale, la viande ovine est commercialisée entre 3.200 et 3.500 DA/kg, tandis que la viande bovine locale atteint en moyenne 2.500 DA/kg.

M. Hariz a également évoqué les viandes blanches, dont les prix oscillaient entre 370 et 390 DA/kg avant le Ramadan, contre environ 440 DA/kg actuellement. Cette hausse intervient alors que les ménages à revenus moyens et modestes se tournent davantage vers la viande blanche, devenue une alternative face aux prix élevés de la viande rouge.

S'agissant des fruits et légumes, il souligne que le prix de la pomme de terre reste relativement stable, variant entre 66 et 80 DA/kg. En revanche, la courgette demeure onéreuse, avec des prix oscillant entre 200 et 220 DA/kg.

Certes, le marché obéit à la loi de l'offre et de la demande, la première semaine du mois sacré étant traditionnellement marquée par un pic de consommation. Toutefois, Zaki Hariz insiste sur le fait que même lorsque les prix restent stables à la production et sur les marchés de gros, les circuits de distribution classiques, aujourd'hui dépassés, ne répondent plus aux besoins des grandes villes en pleine expansion démographique. Il préconise ainsi de rompre avec ces circuits traditionnels et de les remplacer par des centres logistiques modernes ou un réseau de distribution structuré, permettant un meilleur contrôle des stocks et des prix.

BDL

Une réduction de 50% sur les crédits à la consommation durant le Ramadhan

La Banque de développement local (BDL) a annoncé, samedi dans un communiqué, une remise exceptionnelle, de 50%, sur la marge de profit des crédits à la consommation de la finance islamique, destinés à l'acquisition d'une large gamme d'équipements électroménagers et électroniques durant le mois du Ramadhan. Ces crédits relevant de la formule "Mourabaha Consommation" profitent d'une "réduction exceptionnelle de 50% sur la marge de profit, qui passe de 8,5% à 4,25%, permettant aux citoyens de financer leurs projets à des conditions plus avantageuses" durant le mois sacré, indique la banque publique qui lance cette initiative pour la deuxième année consécutive. Le montant du financement peut varier de 50.000 DA à 1.000.000 DA, et couvrir jusqu'à 100% de la valeur du bien TTC, pour

"des durées de remboursement flexibles allant de 3 à 36 mois", a-t-elle détaillé. Ce financement permet l'acquisition d'une large gamme d'équipements nécessaires au foyer: appareils électroménagers (réfrigérateurs, climatiseurs, machines à laver, cuisinières), matériel électronique et informatique, ainsi que différents équipements domestiques, conformément aux conditions prévues par la formule, a-t-elle précisé, en invitant les citoyens souhaitant profiter de cette offre à se rapprocher de l'une de ses agences pour "bénéficier d'un financement sûr, flexible et économique".

La Mourabaha Consommation est une formule de financement conforme aux principes islamiques, reposant sur "la transparence et la clarté des conditions" et proposant une "solution de financement avantageuse et accessible", rappelle la BDL.

Constantine

Un réseau d'importation d'armes à feu démantelé

Le service régional de lutte contre le crime organisé de l'Est (SRLCO), à Constantine, a réussi à démanteler un réseau criminel composé de 6 individus spécialisés dans l'importation et la vente d'armes à feu et de munitions de 5e catégorie sans autorisation légale, a indiqué samedi le bureau de communication de la sûreté de wilaya.

Cette opération, qui s'est soldée par la saisie de six fusils de chasse et de 41 cartouches de différents calibres, "fait suite à un travail de terrain et à des investigations minutieuses menées par les services compétents, lesquelles ont permis, grâce aux recherches opérationnelles et techniques, d'identifier le lieu d'accès à la base de la milice".

tivité du réseau ainsi que l'identité de ses six membres", a précisé la même source. En coordination avec le parquet territorialement compétent, les suspects ont été interpellés successivement, a-t-on indiqué.

Une jumelle optique, une somme d'argent ainsi que les objets saisis précités ont également été récupérés lors des perquisitions, selon la même source sécuritaire. Après l'achèvement des procédures d'enquête, un dossier pénal a été constitué à l'encontre des mis en cause, qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'Aïn Fakroun, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a-t-on ajouté.

Selon un expert américain

Les conditions techniques réunies pour la concrétisation du Gazoduc transsaharien

L'expert américain et directeur général de la société de conseil en gestion des risques en Afrique du Nord, Professeur Geoff D. Porter, a souligné la dimension "stratégique" du projet de gazoduc transsaharien (TSGP), qui sera entamé prochainement, en mettant en avant notamment ses retombées positives sur les pays concernés et les conditions techniques réunies et favorables pour sa concrétisation. S'exprimant dans une récente note d'analyse, Pr Porter a affirmé que "le TSGP n'est pas irréalisable: il est techniquement faisable. Comparé à d'autres projets de gazoducs dans la région et dans le monde, il n'est même pas particulièrement complexe. C'est un gazoduc terrestre relativement court, traversant deux juridictions avant de se connecter à des infrastructures d'exportation existantes".

Cette analyse intervient après la décision annoncée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la récen-

te visite à Alger du président de la République du Niger, pays frère, chef de l'Etat, le Général d'Armée Abdourahamane Tiani, et dans laquelle il a ordonné à la compagnie nationale des hydrocarbures Sonatrach d'entamer les travaux du projet dès la fin du mois de Ramadhan.

Le gazoduc envisagé relierait les infrastructures gazières du Nigeria aux réseaux de distribution algériens vers l'Europe, via le Niger et permettrait d'augmenter l'approvisionnement gazier de l'Europe, à travers deux gazoducs existants: le Medgaz, reliant l'Algérie à l'Espagne et le TransMed, reliant l'Algérie à l'Italie.

Ce gazoduc de 4.130 km reliant les infrastructures gazières du Nigeria à celles de l'Algérie aura une capacité nominale de 30 milliards de mètres cubes par an, rappelle-t-il en mentionnant qu'il bénéficiera aux trois pays qu'il traverse.

Abordant les aspects techniques liés à la réalisation de ce projet,

l'expert américain a développé un argumentaire en faveur de sa concrétisation, tout en répondant aux critiques de certains détracteurs qui défendent, selon lui, "en grande partie des arguments fallacieux".

Dans ce sens, Pr Porter a relevé que le TSGP ne sera pas posé à la surface du sable, mais il sera "enfoui" et que seules les stations de compression seront visibles, notant les options de performance sécuritaire du projet.

Tout en mettant en avant l'expérience de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme, notamment dans le Sahel, l'expert a souligné le rôle central de Sonatrach qui a beaucoup évolué, devenant, poursuit-il, "une entreprise hybride opérant également à l'international". "L'entreprise dispose incontestablement de ressources humaines nécessaires pour mener à bien le projet, ainsi que de la capacité financière", a-t-il également fait savoir.

**Raïna =
aïkoum**

Amine Bouali

Sâad-Eddine est médecin. Il soigne les corps, mais n'oublie pas de nourrir son esprit. Depuis l'enfance, il lit comme d'autres respirent : avec passion et sans compter, ordonnance non requise ! À la moindre heure libre les derniers libraires et bouquinistes résistants de l'antique monde fréquentent avec une assiduité passionnante pour le budget familial. Cas de particulier : il ne remplit pas l'espace de Sâad-Eddine ne manque jamais de rappeler, soulignant ce qui est utile. Lui, de son côté, insiste sur la lecture, de l'enrichissement intellectuel au soutien aux rares librairies encore. Les discussions à table prennent d'un dialogue de sourds entre Commerce et son homologue de

Sâad-Eddine, les livres... et le pain oublié

pli. Sa fille, qui lui ouvrit la porte, observa la scène et dit simplement : « Maman, papa a encore oublié d'acheter le pain ! » Depuis, lorsqu'il s'offre des livres, Sâad-Eddine passe par le garage, comme un voleur qui craint d'être surpris en flagrant délit. Cette histoire authentique prête à sourire, mais elle rappelle une vérité simple, trop souvent négligée aujourd'hui : la lecture - et la culture en général- est un luxe nécessaire. Elle ne remplace pas le pain, certes, mais elle évite que l'esprit ne se dessèche. Reste à trouver (ce que ne fait pas toujours notre ami Sâad-Eddine) un subtil équilibre entre la baquette et la bibliothèque.

Légalisation des documents destinés à l'usage à l'étranger
Mise en service de l'annexe
régionale d'Oran



Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et du Transport, Saïd Sayoud, accompagné du secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaïb, a supervisé, samedi à

Oran, l'inauguration de l'annexe régionale pour la légalisation des documents destinés à l'usage à l'étranger et sa mise en service.

La cérémonie d'inauguration de cette infrastructure administrative s'est déroulée en présence du wali de la wilaya d'Oran,

Ibrahim Ouchene, et des autorités locales.

Pour rappel, MM. Sayoud et Chaïb avaient supervisé, mercredi dernier, la mise en service de deux annexes similaires dans les wilayas de Ouargla et Constantine.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'ORAN
Daïra d'ARZEW
Commune d'ARZEW

Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacité minimale N°11/2026
La commune d'Arzew dont le siège est au N°03 rue Abdelhamid BENBADIS Arzew lance un

Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacité minimale N°11/2026
CONTRÔLE ET RÉHABILITATION RÉSEAU AEP HAI KHELIFA BEN MAHMOUD ARZEW

- Le présent avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale s'adresse aux entreprises qualifiées en hydraulique catégorie 03 et plus activité principale. Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, doivent retirer le cahier des charges à l'adresse sus indiquée contre le paiement de dix mille dinars (10 000,00 DA) non remboursable, représentant les frais de reproduction.
*Les offres doivent comporter les documents suivants : (Dossier de candidature- Offre technique- Offre financière).

1-Dossier de candidature
-Une déclaration de candidature, datée et signée complètement.
-Une déclaration de probité ; remplis daté et signé
-Les statuts pour les sociétés ;
-Tout document permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires.

Capacités professionnelles et financière :
- Capacité Techniques : Certificat de qualification professionnel en cours de validité, en hydraulique catégorie 03 et plus activité principale
Capacité Financière : Ayant réalisé un chiffre d'affaires du bilan des deux (02) dernières années 2023/2024 (moyenne pondérée)
- Référence professionnelle : ayant réalisé au moins deux (02) projet de même nature

Capacités techniques :
Moyens humains
*personnel d'encadrement avec leurs CV signés et diplômes justifiés par la mise à jour CNAS valide + attestation d'affiliation valide le jour de l'ouverture des plis.
*** Moyens matériels :**
- Matériels roulant : justifié par les copies de cartes grises au nom du soumissionnaire + police d'assurance en cours de validité.

e) Référence professionnelles : justifiées par des attestations de bonnes exécutions de même nature délivrées par des maîtres d'ouvrages

1. Copie du registre de commerce électronique
2. Copie Mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBATH en cours de validité
3. Extrait de rôles en cours de validité apurés ou avec un échéancier de paiement et porte la mention d'Inscrit au fichier national des fraudeurs
4. Copie de l'attestation de dépôts des comptes sociaux pour les sociétés de l'année 2024.
5. Copie de numéro d'identification fiscale « NIF »
6. Le délai d'exécution + Le planning détaillé
7. Copie du casier judiciaire moins de 03 mois

2- L'offre technique comprendra :
1. Une déclaration à souscrire remplis dater et signé ;
2. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
3. Tout document permettant d'évaluer l'offre technique et un planning d'exécution des travaux suivant le délai proposé, une mémoire technique justificative et tout document exigé en application de l'article 78 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementations des marchés publics et délégation du service public.

3- L'offre financière comprendra :
1. La lettre de soumission remplis daté et signé ;
2. Le bordereau des prix unitaires (BPU) remplis daté et signé ;
3. Le détail quantitatif et estimatif (DQE) remplis daté et signé ;
N.B : Le BPU et DQE ne doivent comporter aucune rature ou surcharge faute de quoi l'offre sera rejetée.
L'enveloppe extérieure, renfermant les trois plis fermés (dossier de candidature, offre technique et offre financière), devra être anonyme Et comportera que la mention :

Avis d'Appel d'Offre National Ouvert avec exigence de capacité minimale N°11/2026
CONTRÔLE ET RÉHABILITATION RÉSEAU AEP HAI KHELIFA BEN MAHMOUD ARZEW
A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

La date de dépôt des offres correspond au 15^{ème} jour à partir de la date de la 1^{ère} publication de l'avis d'appel d'offre dans la presse de 8h00 à 13 h00.
L'ouverture des plis se fera le même jour « » à 13h 00.
Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre quatre-vingt-dix « 90 » jours à compter de la date limite de la réception des offres.
Les offres doivent parvenir sous plis fermés à :

Siège de la commune N° 03, Rue Abdelhamid Ben Badis - Arzew -

Arzew le
Le Président De L'assemblée
Populaire D'Arzew

ANEP N° 2631002866 Le Quotidien d'Oran 22/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION DES EQUIPEMENT PUBLICS

DE LA WILAYA DE NAAMA

NIF: 415024000045205

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 02/2026

ETUDE, SUIVI, REALISATION D'UNE ECOLE PRIMAIRE TYPE 02 AU NIVEAU DU SITE DES 910 LS HORCHAYA, COMMUNE DE NAAMA, WILAYA DE NAAMA (CITES D'HABITAT INTEGREE 2025)

Conformément aux dispositions de l'article 65 alinéa 02 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, La Direction des Equipements Publics de la wilaya de Naama informe les soumissionnaires ayant participé à l'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 02/2026 relatif à la réalisation d'une école primaire type 02 au niveau du site des 910 LS Horchaya, commune de Naama, wilaya de Naama (cites d'habitat Intégrée 2025) paru aux quotidiens **الجمهورية** le 22/01/2026, qu'à l'issue de l'analyse des offres, l'appel d'offre est attribué conformément au tableau sus dessous :

LOT	ENTREPRISE RETENUE	NOTE TECHNIQUE	MONTANT PROPOSE APRES CORRECTION En TTC (DA)	DELAI (MOIS)	OBS
Lot : reste à réaliser d'une école primaire type 02 au niveau du site des 910 LS Horchaya, commune de Naama, wilaya de Naama (cites d'habitat Intégrée 2025)	SARL AMA BATIMENT "gérant MADANI ABDELKADER" NIF : 002514042421272	70,00	159 531 940,81	06 mois	Moins disant conforme au contenu du cahier des charges

Un délai de dix (10) jours est accordé aux soumissionnaires pour un éventuel recours à compter de la première parution de cet avis sur les quotidiens nationaux et ce conformément à l'article 82 alinéa du décret présidentiel N° 15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, ou le BOMOP.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2631002797 Le Quotidien d'Oran 22/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN
DAIRA ES SENIA
COMMUNE EL KERMA
NIFN° 41200200003108101016

2^{ème} Avis Après infructuosité d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 01/2026

Le président d'APC el kerma par intérim Lance un Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales Pour le projet suivant: L'approvisionnement de alimentation générale pour les cantines des écoles primaire de la commune el kerma en 04 lots : -lot 01 : alimentation générales.
- lot 02 fruits et légumes. - lot 03: viande rouge et blanche et les œufs. - lot 04 : pain
Les entreprises qualifiées intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau Des marches public de l'apc el kerma Contre Le paiement de la somme de huit mille (8000) DA.

Le dossier Contient:
A-Dossier De Candidature :
1) La déclaration de candidature (selon model ci-joint), daté, signée et paraphé.
2) La déclaration de probité, (selon model ci-joint) daté, signée et paraphé.
3) Les statuts et copie d'attestation de dépôt des comptes sociaux pour les sociétés
4) Les documents relatifs aux pouvoirs habilitants les personnes à engager l'entreprise.
5) Tous documents permettant d'évaluer les capacités des soumissionnaires
6) Copie de casier judiciaire.
7) **les capacités professionnelles.**
Copie de registre commerce électronique selon le code y afférant au objet du présent cahier des charges
8) **les capacités et références financiers.**
• Copie des bilans financiers pour les trois dernières années visés par les services des impôts(2022/2023/2024)
• Copie du numéro d'identification fiscale NIF
• certificat du régime fiscal C20.
• La relevée d'identité bancaire RIB
• Copier extrait de rôle en cours de validité avec la mention Néant ou calendrier de paiement.
• Attestation de mise à jour CNAS + CASNOS en cours de validités.
9) **Capacités techniques**
• La liste des références professionnelles appuyée par des attestations de bonne exécution délivrée par les services contractants publics.
• Moyens humains justifiés par les diplômes de l'encadrement prévu pour le projet et les copies des attestation d'affiliation à la CNAS en cours de validités.
• Moyens matériels justifiés par les cartes grises au nom de l'entreprise avec l'assurance en cout de validité les factures d'achat, PV d'expert agréé valide de l'année en cours.
B- L'offre technique :
1) une déclaration à souscrire, (selon model ci joint) daté, signée et paraphé
2) le présent cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite «lu et accepte »
3) Mémoire technique justificatif
4) Calendrier d'exécution de la commande
5) Rapport d'expertise de la chambre froide en cours de validité.
6) Tous documents permettant d'évaluer l'offre techniques
C- L'offre Financière :
01- La lettre de soumission, (selon model ci-joint)
02- Le bordereau des prix unitaires BPU dument renseignée en chiffre et en lettres daté et signé
03- Le détail quantitatif et estimatif des travaux DQE, dument renseignée en chiffre et en lettres daté et signé
Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention suivante :
Les trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention suivante :
A Monsieur Le Président De L'APC D'el Kerma par Interim N'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'Evaluation des offres

Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° 01/ 2026
L'approvisionnement de l'alimentation générale pour les cantines des écoles primaire De la commune el kerma
Les offres doit être déposé au secrétariat générale APC el kerma par interim, La durée de préparation des offres est fixé à cinq 05 jours à compter de la 1^{ère} journée de la publication du présent avis ;
la date et l'heure limite dépôt des offre correspondent au dernier jour de la durée de préparation des offres à la 11-00 ; les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui aura lieu le dernier jour de la dure preparation des offres à 11.10h au siège de la commune el kerma .la durée de validité des offres et de 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.

El kerma le
Le Président d'APC EL KERMA par interim

ANEP N° 2631002827 Le Quotidien d'Oran 22/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TLEMCEEN

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

NIF : 408015000013078

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DU MARCHÉ

Intitulé : Etude de protection de rivage de Sidna Youchaa(W. de Tlemcen)

En application de l'article 52 décret présidentiel n°15-247 du 16/09/2015, la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Tlemcen informe les entreprise ayant soumissionné au titre d'un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°25/2025 a été lancé par voie de presse dans le journal «LE QUOTIDIEN D'ORAN» et «90» en date du 22/12/2025, que suite à l'évaluation technique et financière, les marché sus indiqués est attribué provisoirement à :

Désignation des travaux	Entreprise retenue	Montant de l'offre (DA) en TTC	Note Technique	Délai
Etude de protection de rivage de Sidna Youchaa(W. de Tlemcen)	EPE LEM/ALGER NIF 099816000369235	17 118 150.00 DA	100	8.5 Mois

Conformément à l'article 82 du décret suscité tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission de wilaya des marchés dans un délais de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis sur les quotidien nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur publics (BOMOP) et par voie électronique.

Les autres soumissionnaires sont invités de se rapprocher auprès de nos services, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché sue les quotidien nationaux ou le bulletin officiel des marchés de l'opérateur publics (BOMOP), à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières, et ce conformément à l'article 82 du décret suscité.

ANEP N° 2631002793 Le Quotidien d'Oran 22/02/2026

Commerce

La Cour suprême américaine abat les droits de douane de Trump

Coup de tonnerre pour Donald Trump: la Cour suprême a jugé illégale vendredi une bonne partie des droits de douane du président américain, qui bouleversent le commerce mondial depuis son retour au pouvoir.

Véritable pierre angulaire du programme économique de Trump, ces droits à l'importation sur une vaste diversité de produits sont maintenant complètement remis en cause. Au risque d'entraîner de nouvelles incertitudes, complications administratives et imbricolage diplomatiques. Selon la décision rendue par une majorité de six juges sur neuf, le président américain ne peut pas justifier ces droits de douane par la nécessité d'urgence économique. Un avis tranché d'autant plus remarquable que la majorité de la Cour suprême est composée en majorité de juges conservateurs.

Leur décision concerne les droits de douane présentés comme «réciproques» par le gouvernement américain mais pas ceux appliqués à des secteurs d'activités particuliers, comme l'automobile ou l'acier et l'aluminium.

Donald Trump avait choisi d'imposer



ces surtaxes douanières en s'appuyant sur un texte de 1977 autorisant théoriquement l'exécutif à agir dans le domaine économique sans aval préalable du Congrès dès lors qu'une «urgence économique» était identifiée. Mais selon le président de la Cour suprême John Roberts, le président des Etats-Unis doit «justifier d'une autorisation du Congrès claire» pour mettre en place des droits de douane.

Le fait que le texte de loi sur lequel se repose la Maison Blanche «lui donne l'autorité pour +réglementer les importations+ est insuffisant» dans la mesure où «il ne contient aucune référence aux droits de douane».

Cette loi «n'autorise pas le président à imposer des droits de douane», a donc insisté le juge Roberts dans le texte de la décision.

«CHAOS»

Les principaux partenaires commerciaux américains n'ont pas tardé à se manifester, le gouvernement canadien y voyant la preuve que ces surtaxes étaient «injustifiées».

La Commission européenne a de son côté affirmé étudier «avec attention» cette décision, ajoutant attendre «des éclaircissements» de la part du gouvernement américain.

Les marchés financiers ont réagi positivement à la décision, avec un rebond des indices tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

Cette décision ouvre la voie à de possibles remboursements des surtaxes déjà payées par les entreprises, alors que plusieurs l'avaient anticipé en déposant un recours en ce sens.

Plusieurs entreprises comme la chaîne de supermarchés Costco ou la filiale américaine du constructeur automobile japonais Toyota ont effet porté plainte ces derniers mois auprès du Tribunal du commerce international afin de demander le remboursement des surtaxes perçues.

Parmi les trois juges suprêmes à ne pas avoir suivi l'avis majoritaire, Brett Kavanaugh a notamment justifié sa décision justement par le fait qu'il «ne dit rien sur la manière dont le gouvernement devrait procéder pour rembourser les milliards collectés».

Cela va être un «chaos», a-t-il prévenu.

Mi-janvier, le président américain avait estimé qu'en cas de décision défavorable, le gouvernement serait dans l'obligation de rembourser «des centaines de milliards de dollars» aux entreprises américaines.

«Nous sommes fichus» en cas de décision défavorable de la Cour suprême, avait-il alors assuré.

ACCORDS COMMERCIAUX

Ces droits de douane avaient été annoncés en avril, avec la présentation d'un tableau représentant les différents taux appliqués selon l'origine des produits.

Ils visaient théoriquement les pays avec lesquels les Etats-Unis étaient confrontés à un déficit commercial dans les échanges de biens, le président américain les voyant comme un outil pour les rééquilibrer.

Donald Trump visait aussi à apporter des ressources supplémentaires à l'Etat fédéral pour compenser des baisses d'impôts.

Le président républicain est cependant en partie revenu en arrière en ajoutant des exceptions pour un certain nombre de produits, en particulier ceux qui ne peuvent pas être fabriqués ou cultivés aux Etats-Unis.

Ces surtaxes avaient également servi de base de négociations pour la signature d'une série d'accords commerciaux avec les principaux partenaires des Etats-Unis, à commencer par l'Union européenne (UE), le Japon ou le Royaume-Uni.

Ces accords prévoient désormais, selon les cas, des droits de douane compris entre 10% et 15% maximum sur les produits provenant des pays qui les ont signés.

Le gouvernement américain a annoncé ces derniers jours de nouveaux accords avec plusieurs pays d'Asie du sud-est, tels que le Vietnam et l'Indonésie.

Publicité

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE
DAIRA DE OUED RHIOU
COMMUNE DE MERDJA SIDI ABED
NIF 098 44 83 75 14 32 15

AVIS D'APPEL D'OFFRE OUVERT AVEC
EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
(N° 04/2026)

Le président de l'assemblée populaire et communale de la commune de Merdja Sidi Abed, wilaya de Relizane, lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales (N° 04/2026), pour la réalisation du Projet Suivant :

TRAVAUX DES VOIRIES SECONDAIRES EN BETON BITUMEUX A LA CITE REZK ALLAH ABED

Dans le cadre de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales CSGCL de l'année 2026

*Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès du lien électronique dans la page officielle/Facebook de la commune de Merdja Sidi Abed à partir de la date de la 1ère parution de l'avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales dans le BOMOP ou la presse nationale ou la presse électronique.

Les conditions d'éligibilité:

Mode de passation : il s'agit d'un : Avis d'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimales en application des articles 39-40-42-44 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public. Et en application des articles 36-37-38 et 39 de la Loi n° 23-12 du 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics

Conditions d'éligibilité : Ne peuvent soumissionner pour les travaux relatifs au présent cahier des charges, seuls les groupements d'entreprises ou les entreprises qui remplissent les exigences de capacités minimales suivantes :

1- Les exigences professionnelles :

Etre titulaire d'un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie 04 et plus « Travaux publics » comme activité principale en cours de validité.

2- Les exigences techniques :

Au moins 01 attestation ou plus de bonne exécution des projets de même nature ou similaires (ayant réalisé au moins une quantité de 88 = 1000 T pour un projet ou plus) réalisés durant les 04 quatre dernières années (2022-2023-2024-2025), justifiées par des attestations de bonne exécution, délivrées et signées par des maîtres d'ouvrage publics

3- Les exigences financières :

Le moyen des Bilans financiers des trois (3) dernières années (2022-2023-2024) visées par l'administration des impôts (originale ou copie certifiée), Ou commissaire aux comptes, avec un moyen de chiffre d'affaires qui dépasse les 15.000.000,00 DA justifié par un C20. (Concernant les jeunes entreprises (les entreprises nouvellement créées) moins de trois (03) ans, ils peuvent soumissionner (leurs moyen chiffre d'affaires justifié par des bilans financiers + les C20 sera pris en considération si leur montant d'activité atteint le seuil financier demandé)

Les compositions des dossiers : doit être respecté et conforme à l'Article N°09, pages 04 du cahier des charges.

* Les soumissionnaires doivent renseigner toutes les rubriques du devis de l'offre et sont tenus de vérifier les calculs de leurs devis afin d'éviter les erreurs qui risquent de modifier le montant de leurs offres.

*Les offres accompagnées des documents cités ci-dessus doivent être déposées à l'adresse suivante :

BUREAU DES MARCHES DE LA COMMUNE DE MERDJA SIDI ABED

Les soumissions doivent être adressées sous un seul pli unique fermé anonyme et porte l'intitulé du projet et la mention suivante : «soumission à ne pas ouvrir » - **Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 04/2026 : TRAVAUX DES VOIRIES SECONDAIRES EN BETON BITUMEUX A LA CITE REZK ALLAH ABED** Ce pli anonyme contiendra à son intérieur 03 plis séparés et cachetés : un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière qui sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées.

- La date et l'heure de dépôt des offres est fixée à **douze 12 jours** à compter de la 1ère publication de l'appel d'offre dans le BOMOP ou dans les quotidiens nationaux ou la presse nationale, et cela du 09 h jusqu'à 13 h00.

- L'ouverture des plis est publique et se fera le dernier jour de la date limite de dépôt des offres à **13h:00** au siège de L'APC de Merdja Sidi Abed et tous les soumissionnaires sont invités à assister l'ouverture des plis

- Les soumissionnaires resteront engagées par leurs Offres pendant la période de validité des offres de 90 jours, augmentée de la durée de préparation des Offres à compter de la date de réception des offres fixées ci-dessus, Toute offre reçue par le service Contractant après l'expiration du délai de dépôt des offres est irrecevable

Fait à Merdja Sidi Abed

Le Président de l'Assemblée Populaire et communale

ANEP N° 2631002856

Le Quotidien d'Oran 22/02/2026

Publicité

EMPLOIS

■Homme âgé 55 ans sérieux cherche emploi de boucher ou chauffeur chez privé. Tél : 0775.55.42.57

VILLAS

■Urgent : Vds villa actée, 226 m², 2 faç., S/sol - Rdc + 1^{er}, au C/V de TER-GA, à 45 min d'Oran et 5 min des plages. Prix 1,3MD nég - Possibilité en plusieurs fois - Tél : 0657.27.53.56 (whatsApp : 0033.62.08.46.445)

DIVERS

■Vends unité complète industrielle pour la fabrication du saucisson ca-chir, avec formation assurée, clientèle et savoir-faire, depuis 1977. Aff simple et rentable. Tél : 0549.01.59.68

VEHICULES

■Vends Volkswagen T. Cross, année 2022, 18.000 km, 1^{er} main + Loue licence de café - Tél : 0670.20.31.26

■Vends ou échange villa, 300 m², à Millénium, contre appartement F5, grand standing,,promotionnel plus complément ; étude toutes propositions. Contacter cabinet immobilier VICTORIA Tél : 041.36.16.43/ 0557.87.64.93

■A louer licence taxi libre, Oran, pour une année ou plus -Tel : 0558.70.17.21

■A Louer Licence de taxi, Oran- ville - Tél : 0697.16.26.67

Constantine La laiterie Numidia augmente sa production



La laiterie Numidia, relevant du groupe industriel des productions laitières (Giplait), a porté sa production quotidienne de lait en sachet subventionné à plus de 250.000 litres par jour, afin de faire face à la demande croissante pour ce produit durant le mois de Ramadhan. L'établissement a augmenté sa capacité de production de lait pasteurisé subventionné dans le cadre d'un programme anticipatif spécial Ramadhan, élaboré en coordination avec Giplait et le ministère de l'Agriculture, du Dévelop-

pement rural et de la Pêche, passant de 200.000 litres par jour auparavant à plus de 250 000 litres, soit une hausse de plus de 50.000 litres quotidiens, a précisé à l'APS le PDG de la laiterie, Salah Bougueroura. Le même responsable a également indiqué que la laiterie a doublé la production de lait de vache, passée de 25.000 à 50.000 litres par jour, qu'il soit destiné à la consommation directe ou à la fabrication de fromages.

Dans ce cadre, trois équipes ont été mobilisées pour travailler 24h/

24 afin d'assurer l'augmentation de la production, a ajouté M. Bougueroura, soulignant que la laiterie a renforcé sa présence en ouvrant de nouveaux points de vente, notamment dans les marchés de proximité nouvellement créés.

Concernant la distribution, la laiterie publique Numidia dispose d'environ 63 camions frigorifiques, dont 21 lui appartiennent, assurant le transport et l'approvisionnement de la wilaya de Constantine ainsi que de certaines zones relevant des wilayas de Mila et Skikda.

El-Meniaa Un projet de silo stratégique lancé

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a procédé, samedi dans la wilaya d'El-Meniaa, au lancement en réalisation d'un silo stratégique pour le stockage des céréales d'une capacité d'un (1) million de quintaux. Cette structure, qui vient renforcer les capacités de stockage et de consolider la sécurité alimentaire du pays, permettra d'augmenter la capacité d'emménagement de la wilaya, d'offrir de bonnes conditions de conservation et d'absorber les surplus de production durant la période de moisson et de constituer une réserve stratégique régulière. M. Oualid a écouté une présentation détaillée sur les instances chargées de l'accompagnement et du

suivi des aspects techniques liés aux délais de réalisation, aux capacités de stockage, et aux dispositifs de contrôle et de gestion pour garantir la conformité des installations aux normes en vigueur. Il a également insisté sur le respect des délais et normes de réalisation et sur la qualité et l'efficacité de gestion. Le ministre a inauguré également un centre intermédiaire de stockage de proximité de céréales qui contribuera à réceptionner et regrouper la production des agriculteurs et faciliter les opérations de collecte et de transport vers les structures de transformation ou de stockage de longue durée. Le ministre a indiqué que ces installations revêtent « un caractère stratégique, vu leur rôle dans l'accompagnement de la

dynamique de production que connaît la wilaya d'El-Meniaa, où ont été obtenus, ces dernières années, des résultats encourageants dans les cultures céréalières et fourragères, grâce à l'extension des superficies irriguées et l'adoption de techniques modernes de cultures sahariennes ». Et d'ajouter que « l'Etat poursuit son soutien pour améliorer les capacités de stockage et de collecte, en adéquation avec la hausse de la production nationale ». La réalisation de ces nouvelles structures entre dans le cadre de la stratégie nationale de modernisation et de rationalisation du dispositif de stockage des céréales, de manière à consolider les capacités du pays à couvrir ses besoins alimentaires et à soutenir les agriculteurs.

Khenchela Des saisonniers seront recrutés pour surveiller les forêts

Pas moins de 12 tours de vigie ont été réalisées dans différents sites forestiers de la wilaya de Khenchela, selon le conservateur des forêts, Bachir Bahri. Le même responsable a précisé à l'APS qu'il a récemment été procédé, dans le cadre des mesures destinées à prévenir et à lutter contre les feux de forêts, à la réception de ces tours de vigie dans les communes de M'sara (3 tours), de Tamza (2), de Bouhmama (3), de Yabous (2), de Taouzianet (1) et de Chelia (1). La construction de ces tours, réceptions au bout de 4 mois de travaux, conformément aux cahiers des

charges remis aux entrepreneurs, a été financée par le budget de la wilaya. Selon M. Bahri, des travailleurs saisonniers seront recrutés dès la fin du mois de mai prochain pour participer, depuis ces tours de vigie, à la surveillance des forêts aux côtés des agents forestiers activant dans les dairas de Bouhmama et d'El Hamma. Leur mission consiste, a-t-il précisé, à surveiller le couvert végétal et de signaler immédiatement tout départ de feu afin de permettre aux éléments de la protection civile d'intervenir rapidement. Il a également souligné que la mise en service de

ces tours de vigie facilitera la surveillance des forêts, notamment dans les zones difficiles d'accès, et permettra d'alerter sans délai les parties concernées.

La wilaya de Khenchela dispose d'une superficie forestière de plus de 146.000 hectares répartis sur trois blocs forestiers : forêts de Beni Melloul, avec plus de 67.000 hectares, d'Ouled Yaïch (27.000 hectares) et de Beni Oudjana (22.000 hectares). S'ajoutent à cela les reboisements effectués dans différentes communes sur une superficie de l'ordre de 29.000 hectares, selon la même source.

Bouira Un plan de sécurité spécial ramadhan

Farid Haddouche

Les services de sécurité de la wilaya de Bouira ont élaboré un plan de sécurité spécial, à l'occasion du mois de Ramadhan. Il vise à intensifier les opérations sur le terrain. Les équipes opérationnelles seront renforcées par des patrouilles au niveau des marchés, places publiques et dans les alentours des mosquées. Le plan concerne également la régulation de la circulation sur les axes principaux, aux carrefours et dans les zones congestionnées, notamment aux heures de pointe et aux abords des zones commerciales, des marchés, des mosquées et des espaces publics fréquentés par les familles, en particulier après l'Iftar. Il est question, par ailleurs, du démantèlement des points de vente

informels, en coordination avec les autorités compétentes et les partenaires, prévenir toute occupation illégale de la voie publique par les vendeurs ambulants et les personnes sans autorisation.

En coordination avec la direction du commerce, le contrôle des activités commerciales sera renforcé, en particulier la lutte contre la spéculation sur les produits de première nécessité.

Outre ces mesures opérationnelles et de terrain, les services de sécurité de la wilaya de Bouira ont défini plusieurs actions de sensibilisation destinées à différents segments de la population, notamment, l'organisation de campagnes quotidiennes de sensibilisation à la sécurité routière pour prévenir les accidents de la route, avec la participation des différents acteurs de la sécurité routière.

Blida La collecte des déchets renforcée

L'établissement public de collecte et de traitement des déchets ménagers "Mitidja-Nadhafa" de la wilaya de Blida a mis en place un plan d'action exceptionnel pour la collecte et le transport des déchets ménagers durant le mois de Ramadhan, marqué par une hausse significative du volume de ces déchets, selon cette entreprise publique. Ce dispositif vise à garantir la salubrité du cadre de vie et à assurer un environnement sain aux citoyens, qui sont appelés à soutenir les efforts de l'établissement en respectant les horaires de sortie des déchets, a indiqué à l'APS la cheffe du service de l'environnement et de l'hygiène Souad Siyad. Elle a souligné que ses services prévoient une augmentation de près de 30 % du volume des déchets ménagers durant ce mois, la quantité collectée passant de près de 900 tonnes/jour en période ordinaire à près de 1.200 tonnes/jour durant le Ramadhan. Le plan en question porte sur le renforcement des opérations de collecte, notamment au niveau des marchés populaires et des grands ensembles urbains, ainsi que des campagnes de nettoyage des artères principales et secondaires, des entrées et sorties de villes et des places publiques. Il inclut éga-

lement le déplacement de certains points de collecte situés à proximité des mosquées. Par ailleurs, l'établissement a entamé le remplacement des bacs vétustes par de nouveaux conteneurs d'une capacité de 770 litres, notamment dans les grands pôles urbains tels que Sefsaf et Haouch Errih, ainsi que dans les quartiers à forte densité de population, à l'instar de Souakria et Sidi Hamad (Meftah), et dans les communes à forte concentration démographique, comme Ouled Yaïch, Blida, Larbaa et Boufarik. Mme Siyad a également fait état du renforcement des tournées de collecte à travers les cités, quartiers et rues, appelant les citoyens à respecter les horaires fixés pour la sortie des déchets, à 20h00 et à 06h00, tout en mettant en garde contre le mélange des déchets dangereux avec les ordures ménagères, afin de préserver la sécurité des agents.

Une campagne de sensibilisation a, en outre, été lancée au profit des commerçants exerçant le long des artères principales, les invitant à sortir leurs déchets en une seule fois à la fin de leurs activités, afin d'éviter leur accumulation, susceptible de menacer la santé publique et de défigurer le paysage urbain, a conclu la même source.

Oum El Bouaghi 18 nouveaux établissements scolaires pour la prochaine rentrée

Pas moins de 18 nouveaux établissements des trois paliers de l'enseignement seront réceptionnés en 2026 dans plusieurs communes de la wilaya d'Oum El Bouaghi, selon la direction des équipements publics. Il s'agit de 10 écoles primaires en cours de réalisation à Meskiana, Oum El Bouaghi, Ain Beida, Hanchir Tougghani et Ain Babouche, de sept CEM en chantier à Ain Beida, Ain Fakroune, Oum El Bouaghi et Ouled Kacem ainsi que d'un lycée (1.000 places) au chef-lieu de wilaya, a précisé à l'APS le chef du service de suivi et gestion des opérations de cette direction, So-

fiane Hassini. Une enveloppe financière estimée à 2,62 milliards DA a été mobilisée pour la réalisation de ces structures au titre du programme sectoriel centralisé des deux ministères de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du Territoire et de l'Education nationale ainsi que d'autres programmes, a ajouté M. Hassini. Il est également attendu la réception de 10 classes d'extension dans des écoles des communes d'El Djazia, d'Oum El Bouaghi, de Meskiana et de Behir Ghergui et 8 autres classes d'extension répartis entre un lycée à Ain Beida et un CEM à Ain M'lila, selon la même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

04 ramadhan 1447				
El Fedjr 06h02	Dohr 13h02	Assar 16h09	Maghreb 18h39	Icha 19h57



Exercice financier 2026 de la wilaya Le secteur de l'éducation renforcé par une soixantaine d'établissements scolaires

D. B.

Près d'une soixantaine d'établissements scolaires sont programmés à la réalisation au courant de cette année, indiquent les services de la wilaya. Au total, le secteur sera renforcé par 58 nouveaux établissements éducatifs couvrant les trois cycles d'enseignement, dans le cadre de l'exercice financier 2026, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction de l'éducation de la wilaya. Il s'agit de la réalisation de 23 groupes scolaires, 21 collèges d'enseignement moyen (CEM) et 14 lycées. Une partie de ces établissements sera réceptionnée lors de la prochaine rentrée scolaire (2026-2027), selon la même source. Ces nouvelles structures éducatives seront implantées dans plusieurs nouveaux pôles d'habitat à forte densité démographique, notamment le pôle urbain Chahid Ahmed Zabana à Misserghine, ainsi qu'à Oued Tlélat, Bir El Djir et dans

d'autres communes. Elles contribueront à l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves et à l'élimination du système de la double vacation dans certains établissements, a-t-on souligné.

Par ailleurs, le secteur a été renforcé, lors de la rentrée scolaire en cours 2025-2026, par 18 nouveaux établissements éducatifs couvrant les trois cycles d'enseignement, dont 12 écoles primaires, 4 CEM et 2 lycées, répartis à travers les différents nouveaux pôles urbains et communes, à l'instar des pôles urbains Chahid Ahmed Zabana à Misserghine et Belgaid dans la commune de Bir El Djir, ainsi que les zones de Haï Rabah et Bouyakour, dans la commune de Boutléis, et la zone de Mahdia à Oued Tlélat. Signalons que le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran s'est renforcé dernièrement par la mise en service de deux nouvelles écoles primaires, implantées au pôle urbain Ahmed Zabana, dans la com-

mune de Misserghine, et une autre au quartier Bouchouicha, relevant de la commune de Hassi Bounif.

Une initiative qui a suscité une vive satisfaction parmi les élèves et leurs parents, compte tenu de l'amélioration attendue des conditions de scolarisation. À cette occasion, le directeur de l'éducation de la wilaya d'Oran avait effectué une visite d'inspection accompagné d'élus locaux, d'inspecteurs de circonscription ainsi que de représentants des parents d'élèves. La première étape de cette visite a concerné la nouvelle école primaire Chahid Khemali Ben Salem, située au pôle urbain Ahmed Zabana, qui a accueilli 230 élèves. La tournée s'est poursuivie au quartier Bouchouicha, dans la commune de Hassi Bounif, où le directeur de l'éducation s'est enquis des conditions d'accueil des élèves au sein de la nouvelle école, laquelle a pris en charge 170 élèves.

Station de dessalement de Cap Blanc Reprise progressive de la production après un incident technique

L'Entreprise algérienne de dessalement de l'eau (EADE) a indiqué, vendredi dans un communiqué, que la production reprendra progressivement, dans les prochaines heures, au niveau de la station de dessalement de l'eau de mer de Cap Blanc à Oran, après un incident technique conjoncturel ayant entraîné l'arrêt préventif temporaire de l'unité.

L'intervention au niveau de la station, d'une capacité de production de 300.000 mètres cubes par jour, «s'effectue dans une maîtrise totale de la situation, avec la mobilisation de l'ensemble des moyens humains et techni-

ques afin d'achever les procédures techniques programmées dans les plus brefs délais», a précisé la même source, rassurant que la «station devrait ainsi reprendre progressivement son activité dans les prochaines heures, jusqu'au rétablissement de sa capacité maximale de manière sûre et stable».

L'EADE a également fait observer que cette perturbation, qui a impacté l'alimentation en eau potable dans certains quartiers de la wilaya d'Oran, «demeure conjoncturelle et limitée dans le temps», soulignant que «le système de suivi et de contrôle technique a démon-

tré son efficacité, en garantissant une intervention rapide et une bonne maîtrise de ce type de situation».

«Immédiatement après le constat du dysfonctionnement, le protocole technique d'intervention rapide a été activé», a ajouté la même source, relevant que «les équipes spécialisées relevant du groupe Sonatrach ont ainsi engagé, en coordination avec l'EADE et la Société nationale de génie civil et bâtiment (ENGCB), les opérations de diagnostic et de traitement conformément aux normes techniques et industrielles en vigueur».

Soutien aux agriculteurs pour le développement des exploitations Plusieurs dossiers examinés par la commission technique de wilaya

Plusieurs dossiers ont été examinés lors d'une réunion organisée au siège de la direction des services agricoles de la wilaya d'Oran la semaine passée dans le cadre des travaux de la commission technique de wilaya. La rencontre, présidée par le directeur des services agricoles, a permis d'étudier en détail les dossiers relatifs au soutien agricole, destinés à accompagner les agriculteurs dans le développement de leurs exploitations et à renforcer la production locale. Les dossiers liés au «Crédit Tahadi» ont également été passés en revue, ce dispositif constituant un levier important pour encourager l'investissement et soutenir les porteurs de projets

agricoles. La question des chambres froides a occupé une place centrale dans les discussions, en raison de leur rôle stratégique dans la conservation des produits agricoles, la réduction des pertes et la régulation du marché, notamment en périodes de forte production.

Par ailleurs, plusieurs points ont été débattus avec les chefs de subdivisions et les responsables des services techniques. Il s'agit notamment de la régularisation de la situation des terres agricoles dans le cadre de la loi relative à l'accession à la propriété foncière agricole, une étape essentielle pour sécuriser le foncier et stimuler l'investissement. La commission a également présenté le

bilan final de la campagne de labours-semailles, en évaluant les superficies réalisées et les résultats enregistrés. Le programme de plantation d'arbres résistants a été abordé comme une priorité face aux défis climatiques, tout comme l'ouverture et l'aménagement des pistes agricoles, indispensables pour faciliter l'accès aux exploitations et améliorer les conditions de travail des agriculteurs. Cette réunion s'inscrit dans une démarche de suivi rigoureux des programmes agricoles et de coordination entre les différents services, en vue de soutenir durablement le développement du secteur au niveau de la wilaya.

J. Boukraa

Croissant-Rouge algérien Un riche programme de solidarité durant le Ramadhan

Le bureau de wilaya du Croissant-Rouge algérien à Oran a élaboré un riche programme de solidarité à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, à travers l'ouverture de restaurants d'iftar et d'autres initiatives caritatives, a-t-on appris auprès des responsables de cette organisation. Dans ce cadre, le bureau de wilaya a programmé l'ouverture de 19 restaurants d'iftar répartis à travers 15 communes, avec la distribution prévue de plus de 150.000 repas au profit des personnes démunies et des voyageurs de passage, a déclaré à l'APS le directeur du bureau de wilaya, Karim Mouchi. Il est également prévu la distribution de plus de 61.000 repas à emporter, dont 7.000 repas d'iftar destinés aux accompagnateurs de malades au ni-

veau du Centre hospitalo-universitaire «Benzerjeb», de l'hôpital de «Canastel» spécialisé en pédiatrie «Abdelkader Boukheroufa» et de l'hôpital des grands brûlés «Moudjahid Ouahrani Mohamed», en plus de 7.000 repas de s'hour.

Dans le même contexte, le Croissant-Rouge algérien, en coordination avec la commune d'Oran, compte installer une grande tente sur la place du 1^{er} Novembre, au centre-ville, pouvant accueillir plus de 1.000 personnes parmi les voyageurs, les nécessiteux et les étrangers musulmans. Un espace d'iftar sera également aménagé au village méditerranéen au profit des résidents et des personnes de passage. Par ailleurs, un iftar collectif sera organisé au profit des enfants orphelins et de leurs familles,

avec des programmes récréatifs et des activités éducatives visant à leur apporter joie et réconfort et à renforcer l'esprit de solidarité et de fraternité. Le bureau de wilaya supervisera également, durant le Ramadhan, l'organisation d'une opération de circoncision au profit de 450 enfants issus de familles démunies, en garantissant la prise en charge médicale nécessaire et le respect des conditions sanitaires, afin d'alléger les charges pesant sur ces familles, selon la même source. En outre, le Croissant-Rouge algérien d'Oran a programmé pas moins de 20 campagnes de don de sang à travers différentes communes, en collaboration avec plusieurs partenaires, dans le but de promouvoir la culture du don et de contribuer à sauver des vies.

Lutte contre le gaspillage alimentaire Poursuite des journées nationales d'information à Oran

J. Boukraa

La campagne des journées nationales d'information et de sensibilisation sur la lutte contre le gaspillage alimentaire se poursuit à Oran, à l'occasion du mois de Ramadhan, dans une dynamique de mobilisation collective visant à promouvoir une consommation responsable et à encourager les marchés de proximité. Placée sous les slogans «L'abondance existe... le choix de consommer avec modération vous appartient» et «Ramadhan, mois sacré... n'en faites pas une course au gaspillage», cette initiative a pour objectif principal de sensibiliser les citoyens aux conséquences économiques, sociales et environnementales du gaspillage alimentaire, phénomène qui connaît une recrudescence durant ce mois.

Organisée par la direction du commerce de la wilaya d'Oran, la campagne est menée en coordination avec plusieurs partenaires, notamment les services de la sûreté nationale, la direction de la santé, la direction de l'action sociale et de la solidarité ainsi que la direction de la jeunesse et des sports. Les

associations de protection et d'orientation du consommateur participent également activement à cette opération de terrain. Les actions se déroulent au niveau de plusieurs marchés de proximité, où des équipes pluridisciplinaires vont à la rencontre des citoyens et des commerçants. Des conseils pratiques sont prodigués afin d'encourager une meilleure planification des achats, l'adaptation des quantités aux besoins réels des ménages et la valorisation des produits alimentaires. Des dépliants et supports d'information sont distribués pour renforcer l'impact du message de sensibilisation.

À travers cette campagne, les organisateurs ambitionnent non seulement de réduire le gaspillage alimentaire, mais aussi de soutenir le pouvoir d'achat des ménages en mettant en avant le rôle des marchés de proximité dans la régulation des prix et la disponibilité des produits. L'enjeu est de faire de Ramadhan un mois de solidarité, de modération et de responsabilité, en adoptant des comportements de consommation plus conscients et durables.

Aïn El Turck Une manifestation festive à la place du 20 Août

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'animation du mois sacré de Ramadhan, la direction de la jeunesse et des sports a organisé jeudi, en coordination avec la Ligue des activités culturelles et artistiques de jeunesse, une manifestation festive à la place du 20 Août, dans la commune d'Aïn El Turck. Cette initiative a proposé un programme varié mêlant activités récréatives, animations culturelles et prestations artistiques, ainsi que des spectacles du cirque Amine, dans une ambiance conviviale et chaleureuse. L'événement a attiré un large public, notamment des familles et des enfants venus profiter de moments de détente et de divertissement en plein air.

Les festivités se sont déroulées en présence du président de l'Assemblée populaire communale

d'Aïn El Turck, ainsi que de représentants de la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran. Des représentants de la direction de l'action sociale et de la solidarité ont également pris part à cette manifestation. Le programme a été marqué par l'interprétation du chant patriotique « 1^{er} Novembre », organisée par la direction de l'action sociale et de la solidarité, apportant une touche nationale et symbolique à l'événement, largement appréciée par l'assistance. Cette manifestation s'inscrit dans les efforts visant à dynamiser les espaces publics durant le mois de Ramadhan, à offrir des alternatives de loisirs sains aux jeunes et à renforcer les liens de solidarité et de convivialité entre les différentes composantes de la société.

J. Boukraa

Horaires des prières pour Oran et ses environs

04 ramadhan 1447

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h20	13h17	16h26	18h55	20h12



Mascara Nouvelles mesures pour le transport

La Direction des transports de la wilaya de Mascara a mis en place une série de nouvelles mesures visant à garantir la disponibilité et la régularité des services de transport urbain et suburbain durant les soirées du mois de Ramadhan, a indiqué samedi le directeur du secteur, Toufik Arhamania.

Le responsable a précisé que ces dispositions, inscrites dans le cadre du plan spécial de transport élaboré pour le mois sacré, ont pour objectif d'assurer la continuité du service pendant la période nocturne. Elles prévoient notamment le prolongement des horaires d'exploitation jusqu'à une heure avancée de la nuit, en particulier durant les week-ends.

Ces mesures, applicables jusqu'à la fin du Ramadhan, incluent le renforcement des opérations de contrôle et d'inspection, en coordination avec les services de sécurité, au niveau des gares routières des différentes communes de la wilaya. L'objectif est de veiller au respect des nouvelles directives et d'assurer la disponibilité des moyens de transport après la rupture du jeûne et jusque tard dans la nuit.

La Direction des transports a également instruit les opérateurs, notamment les chauffeurs de taxi toutes catégories confondues,



d'assurer la permanence du service durant les soirées, conformément aux plannings établis par ses services.

Dans le même contexte, les dessertes intercommunales ont été renforcées en soirée, avec l'octroi de plus de 40 autorisations exceptionnelles au profit de transporteurs privés, afin d'assurer la couverture des lignes, notamment rurales, tout au long des nuits du mois de jeûne.

Par ailleurs, l'entreprise publique de transport urbain et suburbain de la ville de Mascara a décidé d'étendre ses horaires d'exploitation de 6h00 à 1h00 du matin le lendemain, et ce durant

toute la période du mois sacré, selon la même source.

En parallèle, la Direction des transports organisera, en coordination avec la Direction de la sûreté de wilaya, le groupement territorial de la Gendarmerie nationale et la délégation de wilaya de la sécurité routière, une campagne de sensibilisation à la prévention des accidents de la circulation. Cette initiative ciblera particulièrement les transporteurs privés opérant au niveau des gares routières des principales villes de la wilaya, à savoir Mascara, Tighennif, Mohammadia et Sig, a conclu M. Arhamania.

Extension de la culture des légumes secs

La wilaya de Mascara a consacré une superficie de 2.940 hectares de terres à la culture des légumineuses au titre de la campagne agricole 2025-2026, selon la direction des Services agricoles (DSA).

La superficie réservée à la production des légumineuses, cette saison, dont l'exploitation a débuté récemment, a connu «une hausse» par rapport à la campagne agricole précédente, durant laquelle plus de 1.900 hectares avaient été cultivés.

Cette augmentation est attribuée à l'adhésion d'un grand nombre» d'agriculteurs au programme de culture des légumi-

neuses élaboré par la DSA pour la campagne agricole en cours.

Pour cette saison, plus de 1.900 hectares sont consacrés aux petits pois verts et secs, 730 hectares aux fèves vertes et plus de 200 hectares aux fèves sèches, alors que 50 hectares sont consacrés aux pois chiches et 1,5 hectare aux lentilles, a détaillé le DSA.

La culture des légumineuses dans la wilaya est principalement concentrée dans les communes de Ghriss, Zelamta, Oued-Taria et Ghriss, selon la même source.

Par ailleurs, dans le cadre du développement de la filière des légumineuses dans la wilaya, la

DSA, en coordination avec la Chambre d'agriculture de wilaya, a lancé un programme spécifique comprenant des visites de terrain de sensibilisation au profit des agriculteurs, afin d'expliquer les mécanismes de soutien mis en place par l'Etat pour promouvoir cette filière, notamment l'aide à l'acquisition de semences.

Ce programme, qui se poursuivra jusqu'au début de la prochaine campagne agricole 2026-2027, prévoit également l'organisation de rencontres de formation et d'orientation avec les producteurs de légumes secs en vue d'améliorer la qualité des récoltes.

Timimoun Du nouvea à la laiterie Gourara

La laiterie Gourara (Timimoun) a entrepris une extension de sa chaîne de production en vue de doubler sa capacité de production de lait pasteurisé et mieux répondre à la demande croissante sur ce produit, a-t-on appris samedi des services de la wilaya.

L'extension, accompagnée d'une rénovation des équipe-

ments, permet de porter la production quotidienne de lait de 5.000 à 10.000 litres, et d'assurer la continuité d'approvisionnement en lait en sachets, a indiqué le directeur du commerce de la wilaya, Moussa Nemer.

Selon directeur de la laiterie Gourara, Nadjem Bekraoui, cette unité entend accroître sa

production une fois sa dotation en poudre de lait, actuellement de 35.000 tonnes/mois, soit revue à la hausse.

Fruit d'un investissement privé, cette laiterie ambitionne, à travers l'augmentation de sa production, couvrir le marché en ce produit de large consommation, très sollicité durant le mois de Ramadhan, notamment.

Mostaganem Un salon pour l'industrie textile

Le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations organise, du 26 février au 2 mars prochain, en coordination avec la wilaya de Mostaganem, un salon de l'habillement et de l'industrie textile, dans l'objectif de mettre en avant la qualité et

la compétitivité du produit national, selon un communiqué du ministère.

Ce salon, qui aura lieu au centre commercial AZ dans la wilaya de Mostaganem, constitue une opportunité pour mettre en avant la qualité du produit national et son potentiel concurren-

tiel sur les marchés extérieurs, précise le communiqué.

Dans ce cadre, le ministère a invité les opérateurs économiques et les entreprises du secteur à s'inscrire à ce salon via le lien : <https://www.mcepe.gov.dz/index.php/ar/exposition-vetements-relizane>.

Béchar Des équipements pour les hôpitaux

Deux établissements publics hospitaliers ont été dotés de nouveaux équipements médicaux, comprenant des ambulances médicalisées ultramodernes et un camion frigorifique, la semaine écoulée, selon la direction locale de la Santé et de la Population (DSP).

L'hôpital "Tourabi Boudjemaa" a reçu deux ambulances médicalisées ultramodernes et un camion frigorifique spécial hôpitaux conçu pour le transport des produits pharmaceutiques et des vaccins.

Une ambulance du même type a également été remise à l'établissement public hospitalier "Mezrag Djelloul", situé dans le chef-lieu de la daïra frontalière de Beni-Ounif.

Ces nouveaux équipements ont pour objectif de renforcer la capacité de transport des patients et

d'améliorer la prise en charge des services des urgences.

Supervisée par le wali de Béchar, Ahmed Benyoucef, cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts déployés localement pour soutenir les infrastructures sanitaires et améliorer la qualité des prestations médicales offertes à la population, a-t-on souligné. Elle vise également à accroître la disponibilité des équipements hospitaliers et à rehausser le niveau global des soins de santé à travers la wilaya. Par ailleurs, une initiative similaire est prévue au bénéfice de l'établissement public hospitalier "Bachri Belkacem", situé dans le chef-lieu de la daïra, et ce, au titre de la dynamique d'amélioration continue des prestations médicales offertes par cette structure médicale aux habitants de la même collectivité.

Chlef Inciter les étudiants à lire davantage

Abbad Miloud

La salle de la bibliothèque de la faculté des sciences humaines et sociales de l'université Hassiba Benbouali a abrité, la semaine écoulée, une manifestation culturelle placée sous le slogan "Lis pour ton développement", organisée par le "studio de la communication", présidée par Dr Asma Benalia Douma, en collaboration avec le club "Le développement de la conscience" de la même faculté.

Au menu figuraient huit communications animées par des enseignants-chercheurs, suivies de débats, les enseignants insistant

sur l'importance de la lecture ainsi que ses bienfaits. Des étudiants de la faculté des sciences et technologies accompagnés de leurs enseignants et du vice-doyen ont présenté leurs ouvrages et ont fait part de leurs projets de différentes natures qui seront concrétisés dans un proche avenir.

Il est à noter l'organisation d'une exposition de livres par l'office des publications universitaires et la bibliothèque de la wilaya. Une exposition qui a attiré de nombreux étudiants et chercheurs.

L'objectif principal de cette manifestation est d'inciter les étudiants à la lecture.

Beni-Abbès Des projets pour Kerzaz et Timoudi

Une série de projets et autres opérations de développement sont en cours de réalisation au profit des communes de Kerzaz et Timoudi, situées au Sud du chef-lieu de Beni-Abbès, avec pour objectif principal l'amélioration des conditions de vie des habitants et le renforcement des infrastructures de ces collectivités, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Ces projets, couvrant plusieurs secteurs d'activités, incluent, notamment, la prochaine mise en service d'un château d'eau d'une capacité de stockage de 500 mètres cubes, au quartier Tazgar, au chef-lieu de la commune de Kerzaz.

Cette infrastructure hydraulique, dont les travaux atteignent actuellement 90%, vise, une fois mise en exploitation, à améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants de ce quartier et à renforcer les capacités de stockage de ce précieux liquide dans la commune.

Cet ouvrage hydraulique a bénéficié d'un financement public de plus de 45 millions de DA, accordé par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL).

D'autres initiatives sont également en cours de réalisation au niveau de la même collectivité, notamment la réhabilitation du collecteur des eaux usées au niveau du « Hai Douar », au chef-lieu de la commune, sur une longueur de plus de 1.000 mètres linéaires, ainsi que des travaux de protection des bords

d'une partie de la route menant à cette commune.

En parallèle, des chantiers visant à aménager cinq (5) lotissements sociaux totalisant 459 lots à bâtir dans le cadre de l'auto-construction progressent à un rythme soutenu.

Ces projets d'urbanisme, marqués également par la réalisation de réseaux d'éclairage public et de voies de communication (routes) à travers ces lotissements, s'inscrivent dans une volonté générale d'amélioration des conditions de vie de leurs habitants.

Par ailleurs, la même collectivité a aussi bénéficié de la réalisation et de l'équipement d'une cantine scolaire pouvant servir quotidiennement jusqu'à 200 repas et dont la mise en service est prévue dès la prochaine rentrée scolaire 2026/2027, ce qui permettra de renforcer le segment de la restauration scolaire dans la commune.

Dans la commune de Timoudi, plusieurs projets significatifs sont également en cours de réalisation pour renforcer les capacités de cette collectivité et répondre aux besoins de ses habitants.

Parmi ces projets figure la construction d'un château d'eau de 300 mètres cubes au chef-lieu de la commune, ainsi que l'aménagement d'une route reliant le ksar de Boutarfaïa au ksar de Krouch sur un tracé de deux (2) kilomètres. Ce dernier projet vise à désenclaver définitivement le ksar de Krouch.

Le nouvel ordre mondial

CHICAGO - Lorsque le président américain Donald Trump a lancé l'idée d'acheter le Groenland pendant son premier mandat, le monde a réagi avec incrédulité.



PAR NANCY QIAN

Professeure d'économie à l'université Northwestern, est codirectrice du Global Poverty Research Lab de l'université Northwestern, directrice fondatrice du China Econ Lab et professeure invitée à l'Einaudi Institute for Economics and Finance.

Cela semblait tout à fait absurde, voire comique – un fantasme impérial déguisé en négociation immobilière. Et pourtant, il est vrai que le Groenland est important et que son statut pourrait avoir des implications considérables. Le regain d'intérêt pour la plus grande île du monde reflète l'idée que le monde se divise en trois sphères d'influence, centrées autour des États-Unis, de la Russie et de la Chine. Si certains rejettent cette vision géopolitique comme une vulgarité trumpienne, la réalité troublante est qu'elle n'est ni propre à Trump ni totalement irrationnelle.

À mesure que l'ère de l'après-guerre froide s'éloigne, un ordre plus régional et plus concurrentiel se réaffirme. Les grandes puissances façonnent leur environnement immédiat non seulement par ambition, mais aussi parce qu'elles sont confrontées à des contraintes. Plus leur influence s'étend, plus la géographie, la capacité nationale ou la résistance des rivaux commencent à compter. La Russie, la Chine et les États-Unis sont tous trois des superpuissances nucléaires et les plus grands pays de leur voisinage, mais chacun d'entre eux est également limité par de nombreux facteurs échappant au contrôle de son gouvernement.

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, le Kremlin a réaffirmé son influence sur ses voisins par le contrôle territorial, les conflits hybrides et gelés, et son poids économique. Par exemple, la Biélorussie est depuis longtemps liée à la Russie par sa dépendance énergétique et son intégration en matière de sécurité, à tel point qu'elle a effectivement perdu sa souveraineté sans être officiellement annexée.

La Russie a également soutenu des enclaves séparatistes en Moldavie et en Géorgie, aidé à maintenir des gouvernements autoritaires en Afrique, saisi la Crimée en 2014 et lancé une invasion à grande échelle de l'Ukraine huit ans plus tard. Mais ces efforts ont eu un coût extraordinaire et une victoire décisive reste difficile à obtenir. Cela ne rassure guère les petits voisins de la Russie en Europe de l'Est, mais cela suggère que la sphère d'influence du Kremlin a des limites claires et finies.

La Chine, qui est la deuxième économie mondiale, s'appuie

d'avantage sur des leviers économiques que militaires, et son influence semble être plus mondiale que celle de la Russie. Elle a tiré parti de ses relations commerciales et d'investissement pour obtenir des avantages géopolitiques. Par exemple, le Cambodge, fortement dépendant de l'aide et des investissements chinois, a empêché à plusieurs reprises l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) de critiquer les manœuvres chinoises en mer de Chine méridionale en 2012 et 2016. De même, après que l'entreprise publique chinoise COSCO a acquis une participation majoritaire dans le port du Pirée en 2016, la Grèce a opposé son veto à une déclaration de l'Union européenne critiquant la Chine au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Mais l'influence de la Chine a aussi ses limites. Son initiative « Belt and Road » visant à financer des projets d'infrastructure au-delà de ses frontières a souvent provoqué un endettement excessif et suscité une résistance politique. De plus, la Chine est confrontée à de nombreux défis sur son territoire, notamment un ralentissement de la croissance, un déclin démographique et des faiblesses économiques et financières structurelles. Comme la Russie, sa capacité à projeter sa puissance au-delà de son voisinage immédiat est limitée. La récente assertivité de l'administration Trump dans les Amériques a été largement présentée comme une rupture radicale avec la politique étrangère américaine passée. Mais en réalité, elle reflète autant des incitations structurelles que le tempérament de Trump.

Des présidents plus conventionnels, utilisant un langage plus modéré et une diplomatie plus disciplinée, ont poursuivi des objectifs similaires et ont été confrontés à des contraintes similaires. Considérons, par exemple, que les patrouilles frontalières américaines ont intercepté environ sept millions de migrants (lorsqu'une personne est arrêtée ou expulsée à la frontière) au cours de la période 2021-2024, et qu'environ 86 % de l'héroïne et 93 % de la cocaïne consommées aux États-Unis proviennent du Mexique. Dans un monde idéal, les États-Unis prendraient des mesures internes pour réduire la consommation et la demande de drogues sur leur territoire, et freineraient l'immigration en rendant les pays d'origine plus sûrs et plus prospères. Mais cela ne s'est pas produit. Dans l'ensemble, la consommation de drogues illégales reste très répandue, et même les efforts de bonne foi visant à favoriser une croissance économique durable et des réformes institutionnelles solides peuvent prendre des générations avant de porter leurs fruits. Les États-Unis (sous les présidents démocrates et républicains) ont plutôt tenté de freiner les flux indésirables de personnes et de marchandises en faisant pression sur leurs voisins, en particulier le Mexique. Le président Barack Obama l'a fait par le biais d'une diplomatie discrète et d'une coopération institutionnelle, présentant l'application de la loi comme un partenariat, tout en renforçant le contrôle des frontières en coulisses. En revanche, Trump mise sur la confrontation publique et la coercition, utilisant des droits de douane et d'autres menaces pour forcer une mise en conformité rapide et dissuader les mi-

grants potentiels. Malgré ces différences de style, l'objectif sous-jacent, qui consiste à façonner les politiques des pays voisins pour servir les intérêts américains, reste le même. Ce qui nous ramène au Groenland. Si l'indignation suscitée par les menaces de Trump est compréhensible, le choc est quelque peu naïf. Ce n'est pas la première fois que les États-Unis manifestent ouvertement leur intérêt pour le Groenland ou démontrent qu'ils souhaitent disposer d'une plus grande liberté d'action unilatérale dans l'Arctique. Ils ont exploré les possibilités d'acheter ce territoire au XIXe siècle, l'ont occupé pendant la Seconde Guerre mondiale, ont proposé de l'acheter purement et simplement en 1946 et ont refusé d'abandonner leur présence militaire par la suite.

Les États-Unis se sont également opposés aux contraintes imposées par l'accord de défense du Groenland conclu entre les États-Unis et le Danemark en 1951, notamment par le biais d'initiatives unilatérales telles que le projet Icworm, qui prévoyait le déploiement de missiles nucléaires sous la calotte glaciaire. De même, les États-Unis ont considéré le passage du Nord-Ouest comme un détroit international et ont provoqué des crises diplomatiques avec le Canada, qui revendique ce passage comme faisant partie de ses eaux intérieures.

Les tensions entre les États-Unis et leurs alliés arctiques se sont apaisées après la guerre froide. Mais à mesure que la fonte des glaces ouvre les routes maritimes arctiques et intensifie une nouvelle compétition géopolitique dans la région, la valeur stratégique du Groenland s'est accrue, rendant la réapparition des frictions peu surprenante. La Russie est déjà bien implantée dans l'Arctique, et la Chine prépare le terrain grâce à la recherche scientifique à double usage, aux brise-glaces, aux technologies adaptées à l'Arctique et à la coopération avec la Russie. Les gesticulations de Trump sont conflictuelles, mais l'impulsion qui les sous-tend est familière : assurer la présence des États-Unis et leur capacité de décision unilatérale, refuser l'accès à leurs rivaux et contrôler les points stratégiques sur la carte. Un autre président pourrait s'appuyer sur une diplomatie plus discrète et une meilleure gestion des alliances, mais l'objectif de maximiser l'autonomie opérationnelle pour protéger les intérêts stratégiques américains serait probablement le même.

La géographie, la sécurité et l'économie sont peut-être en train de remodeler le monde en trois sphères d'influence rivales. Mais les événements récents montrent que le pouvoir a ses limites. L'expansion de la Russie a coûté très cher. La Chine est freinée par des tensions internes croissantes. Et le pivot américain vers les Amériques, malgré toutes les fanfaronnades, pourrait trahir la reconnaissance du fait que la primauté n'est pas viable sans alliés.

Se focaliser sur Trump, c'est passer à côté de l'essentiel. Ce sont les forces structurelles, plus que les personnalités, qui déterminent les changements géopolitiques. Il est essentiel de le reconnaître pour trouver un terrain d'entente et renouveler les alliances nécessaires au maintien de la stabilité politique et économique.

Le MAGA édulcoré de Marco Rubio

MUNICH - Dès que le secrétaire d'État américain Marco Rubio s'est levé pour prendre la parole lors de la Conférence sur la sécurité de Munich de cette année, il est apparu clairement que l'administration Trump avait l'intention de changer son discours envers les alliés européens de longue date des États-Unis.



PAR CARL BILD

Un ancien Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Suède.

Alors que le vice-président JD Vance avait profité de son discours de l'année dernière pour harceler et insulter les dirigeants européens, Rubio semblait désireux de les flatter. Après avoir rendu hommage à l'histoire et à la culture européennes – en soulignant diverses réalisations, de la chapelle Sixtine aux Beatles –, il a reconnu que les États-Unis étaient eux-mêmes un enfant de l'Europe. Tout cela semblait très agréable aux oreilles des Européens après une année qui avait horrifié tous ceux qui s'étaient engagés dans la relation transatlantique. Non seulement l'administration que Rubio représente a accusé l'Europe d'inviter à « l'effacement de la civilisation », mais elle a même menacé de s'emparer du Groenland, territoire souverain d'un autre membre de l'OTAN (le Danemark). Rubio signalait-il un changement ?

Au contraire, une fois les applaudissements retombés, il est rapidement devenu évident que le message fondamental de l'administration Trump restait le même. Tant par son contenu que par sa perspective sur le monde, le discours de Rubio a révélé un profond fossé entre l'administration Trump et les Européens présents dans la salle. Il est à noter que la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine n'a été mentionnée qu'en passant, sans la moindre critique à l'égard du président russe Vladimir Poutine. Pourtant, avec environ 1,2 million de victimes, une ligne de front s'étendant sur 1 200 kilomètres et plus de 400 drones d'attaque russes ciblant les infrastructures

et les centres civils ukrainiens la semaine précédente, on pourrait penser que l'horreur qui se déroule sur le flanc est de l'OTAN mériterait d'être mentionnée. La menace que représente la Russie est une préoccupation majeure pour les Européens, car ils reconnaissent que la défense de l'Ukraine aujourd'hui est vitale pour la sécurité européenne de demain. Pour l'administration Trump, cependant, la question ne mérite même pas d'être mentionnée. En termes de perception fondamentale des menaces, le fossé entre les États-Unis et l'Europe ne pourrait être plus grand.

Avant de louer la culture et l'histoire européennes, Rubio a présenté une version déformée des événements qui ont conduit à la situation actuelle. Selon lui, les décennies qui ont suivi la fin de la guerre froide ont été fondées sur une « illusion dangereuse » et une « vision dogmatique du commerce libre et sans entraves ». L'« ordre mondial fondé sur des règles » est un « terme galvaudé » qui ignore les leçons tirées de 5 000 ans d'histoire humaine et a poussé trop de sociétés à « apaiser un culte du climat ».

Ce n'est un secret pour personne que « l'ordre fondé sur des règles » est un épouvantail pour les partisans de MAGA. Un autre membre de l'administration Trump présent, Elbridge Colby, petit-fils du directeur de la CIA sous Richard Nixon, William Colby, a noté avec satisfaction qu'il n'avait entendu ce terme qu'une seule fois lors d'une récente réunion ministérielle de l'OTAN. De toute évidence, aucun Européen en dehors des franges politiques les plus extrêmes du continent ne partage cette attitude. Nous comprenons que l'ordre mondial fondé sur des règles n'a jamais été parfait et que quiconque est enclin à énumérer ses échecs et ses lacunes peut le faire facilement. Mais nous savons aussi que ses réalisations après le dernier conflit sanglant entre les grandes puissances ont été proches du miracle.

Au cours de la période de paix et de stabilité relative qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la population mondiale a triplé, l'espérance de vie a doublé et l'économie mon-

diale a été multipliée par 15. Ce fut la plus longue période sans guerre entre grandes puissances depuis la fin de l'Empire romain. Il est indéniable que les réseaux de règles, de normes et d'accords mondiaux ont joué un rôle clé dans cette évolution.

Il ne fait également aucun doute que l'ordre fondé sur des règles est gravement menacé. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a constitué une violation flagrante de l'une de ses règles les plus fondamentales : le respect de l'intégrité territoriale. De même, la Chine a ignoré les jugements internationaux concernant ses revendications territoriales en mer de Chine méridionale, et l'administration Trump a violé les règles et les normes avec une joyeuse insouciance. En plus de dénigrer les Nations unies et de lancer une guerre commerciale contre le monde entier, elle a rompu de nombreux accords internationaux et retiré les États-Unis des organismes internationaux qui supervisent tout, de la santé mondiale au changement climatique.

En revanche, les Européens estiment que ce qui reste de l'ordre fondé sur des règles mérite d'être préservé. En fait, ils s'efforcent de renforcer bon nombre de ses piliers fondamentaux. C'est l'objet des nouveaux accords de libre-échange conclus par l'Union européenne avec le bloc Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay) et l'Inde. De plus, les Européens s'associent à d'autres pour maintenir les progrès mondiaux en matière de lutte contre le changement climatique et d'atténuation des menaces pour la santé.

L'Europe n'a aucun intérêt à voir le monde soumis aux caprices des puissants, où les droits n'ont aucune signification parce que les plus vulnérables peuvent toujours être jetés en pâture aux loups. Les propos de Rubio ne sont pas allés aussi loin, mais ceux d'autres membres de l'administration Trump l'ont fait. Le chef de la diplomatie américaine a peut-être présenté les choses de manière plus aimable et plus douce que ne l'aurait fait son maître, mais le message était le même. Le fossé transatlantique est devenu énorme et continue de se creuser.

La voie de l'Inde vers l'indépendance énergétique

NEW DELHI – À peine le projet d'accord commercial entre l'Inde et les États-Unis a-t-il été rendu public qu'il a suscité un tollé parmi les commentateurs indiens. Le principal sujet de discord était l'exigence des États-Unis que l'Inde supprime progressivement ses importations de pétrole russe.



NAVNEERAJ SHARMA ⁽¹⁾
AND ARVIND SUBRAMANIAN ⁽²⁾



⁽¹⁾ Économiste spécialisé dans l'énergie.
⁽²⁾ Chercheur senior au Peterson Institute for International Economics et coauteur (avec Devesh Kapur) de *A Sixth of Humanity: Independent India's Development Odyssey* (HarperCollins India, 2025).

Celles-ci sont passées de 2 % du total des importations de pétrole en 2021 à 36 % en 2024, reflétant la forte baisse du prix du pétrole russe – environ 35 dollars le baril de moins que le Brent – suite à l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie.

En réalité, cette décote étant récemment tombée à environ 2 dollars, les importations de pétrole russe ont diminué en conséquence. Mais les controverses sur la provenance des importations de pétrole (qu'elles proviennent de Russie, d'Iran ou du Venezuela) devraient se poursuivre, attirant l'attention sur un problème plus profond et sous-jacent qui affecte l'économie indienne : la dépendance énergétique.

Considérons la part des importations d'énergie dans la consommation totale d'énergie de l'Inde et de la Chine au cours de leur histoire économique récente (graphique 1). Non seulement l'Inde est fortement dépendante des importations d'énergie, mais cette dépendance est passée de 10 % de la consommation d'énergie en 1990 à plus de 35 % en 2023. En revanche, si la Chine a également été très dépendante de l'énergie, elle l'a été beaucoup moins que l'Inde à des stades comparables

de son développement.

[Graphique 1]

En conclusion, le dynamisme économique et la prospérité croissante ont rendu l'Inde plus dépendante, et non moins dépendante, des importations d'énergie. Mais maintenant que les querelles géopolitiques influencent de plus en plus le commerce international, l'Inde doit réduire cette dépendance afin de maximiser son autonomie stratégique.

Une option serait d'investir davantage dans les hydrocarbures, comme l'ont fait les États-Unis sous la présidence de Donald Trump. Mais une autre option consiste à adopter l'approche chinoise et à devenir un État électro-énergétique basé sur les énergies renouvelables. Cela présente de nombreux avantages. Le soleil et le vent sont disponibles dans la plupart des pays, et ils sont particulièrement puissants en Inde. Recourir davantage à ces sources permettrait non seulement de réduire la dépendance, mais aussi de favoriser l'électrification, qui est essentielle pour soutenir les industries et les technologies de l'avenir : centres de données, véhicules électriques, drones, intelligence artificielle, etc. De plus, l'Inde a deux autres raisons impérieuses de passer stratégiquement des hydrocarbures à l'électricité basée sur les énergies renouvelables. La première est la pollution. Les coûts sociaux nationaux liés à la combustion du charbon et du pétrole ont été dévastateurs, comme le montre une récente étude de la Banque mondiale. New Delhi, une « chambre à gaz à ciel ouvert », est un sombre rappel des conséquences d'un recours accru aux hydrocarbures. Il est donc déconseillé de passer à une utilisation accrue du charbon, même en laissant de côté le fait que 40 à 60 milliards de dollars d'investissements dans l'énergie thermique sont déjà bloqués ou menacés, et que les nouvelles centrales ne feront qu'alourdir ce fardeau, car l'énergie solaire associée à des batteries est plus compétitive que le charbon.

Certes, le passage aux énergies renouvelables risque de remplacer la dépendance au pétrole par une dépendance à la technologie, car la Chine contrôle plus de 80 % de la production solaire et

domine les chaînes d'approvisionnement en batteries. Mais cela nous amène à la deuxième raison de faire ce changement : une électricité moins chère sera cruciale pour saisir la dernière chance de l'Inde de relancer son industrie manufacturière.

Dans *A Sixth of Humanity: Independent India's Development Odyssey*, Devesh Kapur et l'un d'entre nous (Subramanian) montrent que l'industrie manufacturière a été freinée par des coûts d'électricité deux fois plus élevés qu'ils ne devraient l'être, et deux fois plus élevés que ceux pratiqués dans les pays concurrents. En fait, la révolution informatique en Inde met en évidence l'échec de l'industrie manufacturière : les réformes mises en œuvre dans le secteur des télécommunications ont permis à ce dernier de prospérer, tandis que l'absence de réformes dans le secteur de l'électricité a eu l'effet inverse. Heureusement, les récents accords commerciaux négociés par l'Inde avec l'Union européenne et les États-Unis pourraient lui donner l'occasion d'exploiter l'opportunité « Chine+1 » (diversification de la production des multinationales au-delà de la Chine). Cependant, pour saisir cette opportunité, des réformes nationales seront nécessaires, en particulier dans le secteur de l'électricité.

Avec une part de 15,6 % dans la consommation totale d'énergie (graphique 2), le taux d'électrification de l'Inde est inférieur à celui de la Chine à un niveau de développement comparable (en 2009) et bien inférieur à celui de la Chine aujourd'hui (27,4 %). De même, la part des énergies renouvelables dans le total est plus élevée en Chine (35 %) qu'en Inde (20 %). L'Inde est donc loin derrière la Chine dans sa quête d'indépendance énergétique.

[Graphique 2]

Le triomphalisme récent concernant le dépassement de la Chine par l'Inde est prématuré. La part croissante des énergies renouvelables est davantage due à la baisse de 90 % des coûts mondiaux de l'énergie solaire depuis 2010 qu'à tout autre facteur.

Les engagements du gouvernement et de l'industrie indiens en faveur des énergies renouvela-

bles sont indéniables, et le pays a augmenté sa capacité renouvelable à un rythme soutenu, avec notamment 50 gigawatts prévus en 2025. Son potentiel en matière d'énergie solaire et éolienne est bien établi, et ses enchères d'hydrogène vert ont atteint des prix compétitifs à l'échelle mondiale. Mais de graves problèmes structurels et institutionnels menacent de freiner les progrès.

Le plus important est la fragmentation des processus décisionnels et de la gouvernance entre le gouvernement central et chacun des 28 gouvernements des États, ces derniers contrôlant le secteur critique de la distribution. Étant pour la plupart des monopoles du secteur public, les sociétés de distribution indiennes (« discoms ») sont chroniquement en difficulté financière, en raison des pressions politiques populistes qui maintiennent les prix bien en dessous des coûts. Après avoir fonctionné à perte pendant de nombreuses années, les discoms ont accumulé au total environ 75 milliards de dollars de dettes.

En conséquence, elles n'ont pas été en mesure d'acheter de l'électricité à des producteurs d'énergie renouvelable, qui disposent pourtant d'un excédent de production de plus de 50 GW. Elles sont également mal placées pour augmenter leurs investissements dans le réseau et les systèmes de stockage (50 milliards de dollars sont nécessaires d'ici 2035), sans lesquels l'Inde ne pourra pas devenir un État électro. Actuellement, quelque 60 GW d'électricité sont bloqués par une capacité de transport insuffisante. Si l'Inde veut surmonter sa dépendance énergétique, elle doit accélérer sa transformation en une nation électro-dépendante, et ce dès maintenant. Le gouvernement central va dans la bonne direction, mais des réformes beaucoup plus audacieuses sont nécessaires, en particulier de la part des gouvernements des États. Il faut remédier à la domination des monopoles publics inefficaces et mal gérés. Il sera essentiel de favoriser la concurrence et de créer des institutions rivales suffisamment agiles pour faciliter la transition technologique. Plus l'Inde tardera à agir, plus elle sera vulnérable aux changements géopolitiques dans le domaine de l'énergie.

L'Europe doit faire payer les entreprises d'IA pour les données d'entraînement

NEW YORK/FLORENCE - Les médias du monde entier sont en train de mourir. En plus d'un manque persistant de financement, ils doivent désormais faire face aux résumés générés par l'IA et aux chatbots, qui leur volent leur audience.



PAR ANYA SCHIFFRIN ⁽¹⁾ ET ROBERTA CARLINI ⁽²⁾



⁽¹⁾ Maître de conférences et codirectrice du programme Technologie, politique et innovation à la School of International and Public Affairs de l'université Columbia. ⁽²⁾ Professeure adjointe au Centre pour le pluralisme et la liberté des médias de l'Institut universitaire européen.

Une étude récente a révélé qu'en 2025, le trafic en ligne vers les sites d'information avait chuté d'un tiers. Ce problème devrait préoccuper tout le monde, et pas seulement les journalistes et les dirigeants des médias, car les sociétés démocratiques ne peuvent fonctionner sans informations de qualité. À une époque de polarisation, de fragmentation et de recul démocratique, les médias qui fournissent un journalisme de qualité sont plus nécessaires que jamais.

Mais pour le produire, les éditeurs doivent être rémunérés, ce qui constitue un problème récurrent à l'ère d'Internet. Pendant des années, les moteurs de recherche comme Google et les plateformes de réseaux sociaux comme Facebook ont tiré de gros profits du contenu des actualités tout en ne versant que peu ou pas de rémunération aux médias. Il en va de même pour les entreprises d'IA, qui ont récupéré le contenu dont elles avaient besoin pour former leurs grands modèles linguistiques sans rémunérer ses producteurs ni obtenir leur consentement. Depuis lors,

OpenAI a conclu des accords avec quelques grands éditeurs (dont News Corp, Axel Springer et Le Monde) afin de garantir que ChatGPT ait accès aux informations les plus récentes. Mais beaucoup d'autres ont été laissés pour compte.

Dans un nouveau document de travail, nous soutenons que les entreprises d'IA devraient automatiquement payer pour le contenu qu'elles utilisent. La voie actuelle, qui permet une utilisation pratiquement illimitée des articles d'actualité sans compensation, conduit à la disparition du contenu original. Mais interdire à l'IA générative d'utiliser toute production créative est pratiquement impossible et ne serait dans l'intérêt de personne. La politique la plus durable consiste à exiger le paiement des éditeurs et des créateurs, connu sous le nom de « licence légale », pour l'utilisation de leur production.

Les gouvernements doivent intervenir pour aider à conclure ces accords, car le processus actuel de demande de compensation, dans lequel des groupes d'auteurs ou des publications individuelles doivent poursuivre les entreprises d'IA, est lent, coûteux et injuste. Lorsque des auteurs et des éditeurs de presse relativement puissants s'opposent à de puissantes entreprises technologiques, les règles du jeu sont loin d'être équitables et les règlements sont souvent modestes. En septembre 2025, Anthropic a accepté de verser 1,5 milliard de dollars pour régler un recours collectif en matière de droits d'auteur, soit environ 3 000 dollars par livre, une somme étonnamment faible si l'on considère que les auteurs peuvent passer des décennies à faire des recherches et à écrire un seul ouvrage.

Certains pays ont reconnu le déséquilibre des pouvoirs entre les géants de la technologie et les créateurs, ainsi que l'effet négatif que cela a sur la valeur perçue de la production créative. En 2021, l'Australie a adopté le News Media Bargaining Code, qui oblige les

géants de la recherche et des réseaux sociaux à rémunérer les médias pour les contenus partagés sur leurs plateformes. Une approche similaire devrait être adoptée pour les entreprises d'IA. Aux États-Unis, en revanche, la loi sur le droit d'auteur donne une définition large de l'« usage loyal », sur laquelle les entreprises d'IA s'appuient pour défendre leur pratique du scraping de contenu.

L'Europe a manifesté sa volonté de s'attaquer à ce problème, les décideurs politiques discutant de l'opportunité et des modalités d'une mise à jour de la directive européenne sur le droit d'auteur, qui comprend actuellement une exception pour l'« exploration de textes et de données ». Fin janvier, la commission des affaires juridiques du Parlement européen a adopté des projets de propositions, sur lesquels le Parlement devrait se prononcer en mars, afin de garantir une rémunération équitable des titulaires de droits d'auteur. Ces propositions sont issues d'un rapport commandé par la commission des affaires juridiques et publié en juin 2025, qui souligne les ambiguïtés et les lacunes de l'application de la structure actuelle du droit d'auteur à la formation de l'IA.

Le rapport préconise la mise en place d'un nouveau système qui impose une obligation de rémunération aux fournisseurs de modèles d'IA à usage général et crée un marché des licences qui rétablit le pouvoir de négociation des titulaires de droits. Les premières mesures pourraient consister à faciliter les accords de licence collective et à faire respecter l'obligation de rémunération avant même que des révisions ou des réformes plus larges ne soient entreprises. Le rapport recommande également des obligations de transparence pour les entreprises d'IA, un régime spécial pour les médias d'information et un registre central pour les organisations qui souhaitent se soustrai-

re au scraping. Beaucoup espèrent que le rapport fixera également l'ordre du jour de la prochaine révision par la Commission européenne de la directive de 2019 sur le droit d'auteur, qui pourrait déboucher sur une nouvelle législation contraignante plus tard cette année ou en 2027.

Bien sûr, des questions subsistent quant à savoir si tous les titulaires de droits en Europe seraient automatiquement inclus dans un cadre de compensation et à quoi ressemblerait un mécanisme de retrait. Nous soutenons certains paiements obligatoires pour les éditeurs et les créateurs, tout en reconnaissant que des règles simplifiées – qui ne font pas autant de distinction en fonction de la qualité que souhaité – pourraient devoir prévaloir. Cela pourrait prendre la forme d'un barème fixe et prédéterminé de redevances, comme ceux utilisés pour les licences pharmaceutiques et les droits d'auteur musicaux.

Il est essentiel que les lois garantissent des négociations collectives équitables, qui doivent inclure les médias de tous types et de toutes tailles. Le système actuel, dans lequel seules les plus grandes agences de presse peuvent conclure des accords avec les entreprises d'IA, ne favorise pas un écosystème d'information ouvert ni le pluralisme des médias. Pour préserver le journalisme à l'ère de l'IA, il faudra très probablement mettre en place un système qui intègre une autorisation préalable par défaut pour les utilisations à des fins de formation et un barème de rémunération fixe. Mais les grandes entreprises technologiques exercent une pression croissante pour faire échouer toute législation exigeant une rémunération pour les supports de formation. L'Europe doit agir maintenant, avant que ces entreprises ne deviennent trop puissantes pour être réglementées.

Natalia Menéndez, Kayleen Williams et Aum Desai ont contribué à la recherche pour cet article.

Coupe du monde 2026

Le Guatemala et l'Uruguay au menu
des Verts en Italie en mars

L'équipe nationale de football, affrontera en amical le Guatemala et l'Uruguay, en mars prochain en Italie, au cours d'un stage entrant dans le cadre des préparatifs pour la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet), a annoncé la Fédération algérienne (FAF), vendredi soir dans un communiqué.

«Durant ce regroupement, les Verts seront opposés d'abord au Guatemala (94e au dernier classement FIFA, NDLR), le vendredi 27 mars au stade Luigi-Ferraris de Gênes (20h30), alors que la confron-

tation devant l'Uruguay (17e au dernier classement FIFA, NDLR), se jouera le mardi 31 mars à l'Allianz Stadium de Turin (20h30)», précise la même source.

Ces deux tests internationaux s'inscrivent dans la stratégie de préparation de l'équipe nationale en vue du Mondial 2026, prévu aux Etats-Unis, au Canada et au Mexique.

Pour leur grand retour sur la scène mondiale, les Verts évolueront dans le groupe J, aux côtés de l'Argentine, de l'Autriche et de

la Jordanie. L'équipe nationale entera en lice le 17 juin face à l'Argentine à Kansas City (02h00, heure algérienne), avant d'affronter la Jordanie, le 23 juin à Santa Clara (Californie) (04h00, heure algérienne), puis l'Autriche, le 28 juin à Kansas City (03h00, heure algérienne).

Les coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez, ont atteint les quarts de finale lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations CAN-2025, avant de se faire éliminer par le Nigeria (2-0).

Ligue 1 Mobilis

Le leader chute à Oran, le CSC enchaîne,
l'ESS respire



Le MC Alger, leader du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football, s'est incliné en déplacement face au MC Oran (2-1), alors que son dauphin, le CS Constantine, est allé s'imposer à Chlef face à l'ASO (2-0), en ouverture de la 20e journée disputée vendredi.

Éliminé dès la phase de groupes de la Ligue des Champions, le MCA n'a pas réussi à se racheter du côté de l'Ouest. Une défaite qui profite aux Constantinois, qui reviennent provisoirement à un point du Doyen, ce dernier compte 4 matchs en moins.

Les Oranais, auteurs d'une belle entame de partie, ont trouvé la faille sur une tête de leur nouvelle recrue hivernale, le Malien Boubacar Traoré (23e), avant que Ferhat n'égalise sur une belle frappe, peu avant la pause (41e).

Alors que les deux équipes s'apprêtaient à se quitter sur un score nul, le capitaine du MCA Abdellaoui, trompe son propre gardien dans le temps additionnel (90e+3) et offre une victoire précieuse aux Oranais.

Le MCO (4e, 27 pts) renoue avec la victoire, en mettant fin à un triste bilan de huit matchs sans succès, toutes compétitions confondues.

Derrière le leader, le CS Constantine (2e, 35 pts) continue de monter en puissance, en s'offrant cette fois-

ci l'ASO Chlef, grâce à des buts signés Rebiaï (7e) et l'attaquant togolais Evra (60e).

Les joueurs de l'entraîneur tunisien Lassaâd Dridi alignent un quatrième succès de suite, et affiche davantage leurs ambitions de jouer pour le podium.

En revanche, les Chélifiens, qui restaient pourtant sur une victoire à El-Bayadh (1-0), retombent dans leurs travers, et ne parviennent pas à s'éloigner de la zone de relégation (13e, 21 pts). L'ASO compte quatre points sur le premier relégable, le Paradou AC, ce dernier compte trois matchs en moins.

LE CRB ACCROCHÉ
À DOMICILE

De son côté, le CR Belouizdad a été tenu en échec, à la surprise générale, face à la lanterne rouge, le MC El-Bayadh (0-0), au stade Nelson-Mandela de Baraki. Un coup d'arrêt pour le Chabab (8e, 25 pts), qui restait sur une série de cinq victoires de rang, toutes compétitions confondues.

Le MCEB (16e, 12 pts), battu lors de la précédente journée à la maison face à l'ASO (0-1), décroche un précieux point dans sa course pour le maintien, même si sa mission s'annonce difficile.

Du côté des hauts-plateaux, l'ES

Sétif a respiré en battant difficilement l'accrocheuse formation du MB Rouissat (2-1). L'Entente a ouvert le score par Toulal (10e) avant que les visiteurs n'égalisent avant la mi-temps, grâce à Belaribi (44e).

En seconde période, le coaching gagnant du nouvel entraîneur sétifien, Lotfi Amrouche, s'est avéré payant. Entré en cours de jeu, Benlebna a crucifié le portier adverse d'un joli tir (67e), permettant aux siens de s'éloigner de la zone de turbulences (10e, 23 pts).

Le MBR (6e, 26 pts) de l'attaquant Merzougui, se montre encore une fois fébrile en dehors de ses bases, en concédant une sixième défaite à l'extérieur.

Classement :	Pts	J
1- MC Alger	36	16
2- CS Constantine	35	20
3- JS Saoura	28	18
4- ES Ben Aknoun	27	17
- MC Oran	27	19
6- O. Akbou	26	17
- MB Rouissat	26	20
8- CR Belouizdad	25	16
9- USM Alger	24	15
10- JS Kabylie	23	15
- ES Sétif	23	20
12- USM Khenchela	22	17
13- ASO Chlef	21	20
14- Paradou AC	17	17
15- ES Mostaganem	13	19
16- MC El-Bayadh	12	20

Le Sénégalais

N'diaye nouvel entraîneur
de l'USMA



Le technicien sénégalais, Lamine N'diaye, est devenu le nouvel entraîneur de l'USM Alger, en remplacement d'Abdelhak Benchikha, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football, vendredi soir dans un communiqué.

N'diaye (69 ans) «s'est engagé jusqu'à la fin de la saison en cours, avec une option de renouvellement en cas de résultats positifs et d'atteinte des objectifs fixés par la direction du club», précise la même source.

Lamine N'Diaye s'était no-

tamment illustré sur la scène internationale en menant les Congolais de TP Mazembe au sacre en Ligue des champions africaine en 2010. La même année, il avait également conduit le club congolais jusqu'à la finale de la Coupe du monde des clubs 2010 contre les Italiens de l'Inter Milan (défaite 3-0).

Pour rappel, l'USMA reste sur une qualification pour les quarts de finale de la Coupe de la Confédération, terminant leader du groupe A, devant l'Olympique Safi.

Compétitions interclubs

La VAR utilisée à partir
des quarts de finale

La Confédération africaine de football a indiqué que l'Assistance Vidéo à l'Arbitrage «VAR» sera utilisée à partir des quarts de finale et jusqu'à la finale en Ligue des champions et en Coupe de la Confédération de la CAF.

Selon l'instance africaine, les clubs ont également reçu pour instruction de désigner des stades qui satisfont aux exigences de la CAF et aux normes opérationnelles élevées pour accueillir les matchs des deux compétitions à partir des quarts de finale.

Pour rappel, l'USM Alger et le

CR Belouizdad sont qualifiés pour les quarts de finale de la Coupe de la Confédération de football après avoir brillamment terminé en tête de leurs groupes respectifs. En quarts de finale, l'USM Alger sera opposée aux Congolais de l'AS Maniama, alors que le CR Belouizdad affrontera la formation égyptienne d'Al Masry. Les deux représentants algériens disputeront la manche aller en déplacement le 15 mars, avant d'accueillir leurs adversaires au retour programmé le 22 mars prochain.

Championnats d'Afrique d'escrime /
(cadets/juniors)

Quatre nouvelles médailles
pour l'Algérie

Les sélections algériennes d'escrime cadets et juniors ont décroché quatre nouvelles médailles (2 argent et 2 bronze), vendredi lors de la cinquième journée des Championnats d'Afrique 2026 (minimes, cadets et juniors) qui se déroulent à Dakar (Sénégal).

Les deux médailles d'argent sont l'œuvre de la sélection algérienne juniors, composée des escrimeurs Yacine-Ilias Benaklia, Matis Ait Oufella, Gabriel Malek Abrous Mekarti et Abou El Kacem Oussama Benseghir, aux épreuves de sabre masculin par équipes, derrière l'Egypte, médaillée d'or et devant le Sénégal, médaillé de bronze.

La deuxième médaille d'argent a été également décrochée par la sélection algérienne juniors garçons, composée de Ziad Abdallah Ben Abed, Islam Garef, Siliane Aoudia et Zakaria Youcef Mi-

moun, aux épreuves de fleuret par équipes. La médaille d'or est revenue à l'Egypte, alors que la Tunisie a remporté le bronze. De leur côté, les escrimeurs Ziad Abdallah Ben Abed et Zakaria Youcef Mimoun ont décroché la médaille de bronze aux épreuves de fleuret cadets garçons. Le total de la moisson algérienne s'élève à sept médailles (3 argent et 4 bronze). La médaille d'argent a été l'œuvre de Malek Abrous au sabre, juniors garçons, alors que les deux médailles de bronze ont été remportées respectivement par Hadjel Lalami au sabre des juniors/filles, et Siliane Aoudia, au fleuret des juniors/garçons. L'Algérie s'est engagée dans cette compétition avec un total de 19 athlètes (12 garçons et 7 filles), sous la direction des entraîneurs Saci Fettache (fleuret), Hama Antar (sabre) et Zahra Ghamir (épée).

Les menaces des passeurs aux familles égyptiennes «Payez ou le garçon mourra»

Quand Hamdy Ibrahim a quitté son village en Egypte dans l'espoir de rallier l'Europe, sa famille a reçu pour toute nouvelle un appel glaçant de Libye: «payez maintenant ou le garçon mourra». Un passeur exigeait 190.000 livres égyptiennes (environ 3.500 euros) pour lui assurer l'une des traversées maritimes clandestines qui ont conduit en 2025 les Egyptiens à arriver en tête des migrants africains rejoignant les côtes européennes. «Je lui ai répondu que nous n'avions pas les moyens», confie à l'AFP Youssef, le frère d'Hamdy, qui a reçu l'AFP dans le village de Kafr Abdallah Aziza, dans le delta du Nil (province de Sharqiya). «Débrouillez-vous comme les autres familles. Sinon, il sera jeté à la mer», a répondu le passeur. Hamdy avait quitté les siens en novembre, avec une douzaine d'autres jeunes du village, après avoir contacté des passeurs sur les réseaux sociaux.

Peu après, des appels de Libye ont averti les familles qu'à défaut de paiement, leurs proches seraient «égorgés ou abandonnés dans les montagnes ou jetés à la mer», raconte aussi Abed Gouda, 55 ans, dont le frère Mohamed faisait partie du groupe. Désespérés, des parents ont sacrifié leurs maigres économies et contracté des emprunts avant d'apprendre quelques semaines plus tard qu'une embarcation avait sombré au large de la Crète faisant 17 morts, dont six du village, et 15 disparus, dont Hamdy et Mohamed.

En 2025, plus de 17.000 Egyptiens ont traversé la Méditerranée, la route migratoire la plus meurtrière au monde avec 1.328 morts ou disparus, selon Frontex et l'ONU.

En Egypte, la chute de la devise et l'inflation ont laminé des foyers déjà précaires, assombrissant les perspectives d'avenir dans un pays où près de la moitié de la population a moins de trente ans. A Kafr Abdallah Aziza, des canaux d'irrigation fissurés acheminent un filet d'eau vers des champs desséchés.

Des charrettes cahotant sur des pistes crevassées. Des constructions inachevées se dressent sur d'anciennes parcelles fertiles. Les familles survivent grâce à de petits commerces ou au travail journalier. L'AFP a rencontré les proches des disparus dans une maison du village. Sur les groupes Whatsapp et Facebook de leurs téléphones défilent vi-



sages floutés et informations non vérifiées.

ABSENCE D'ESPOIR

«La moitié de nos jeunes envisage la migration clandestine», déplore le pharmacien, Refaat Abdelsamad, 40 ans.

Depuis 2022, la livre égyptienne a perdu plus des deux tiers de sa valeur.

En deux ans, le prix du pain a triplé, celui du carburant quadruplé. A l'époque, les Egyptiens figuraient déjà dans les groupes nationaux les plus importants de migration irrégulière, avec plus de 21.000 arrivées recensées par l'ONU.

«Le désespoir et l'effondrement économique jouent un rôle déterminant», explique à l'AFP Timothy Kaldas, directeur adjoint du Tahrir Institute for Middle East Policy (TIMEP).

Comme plombier, Hamdy gagnait 500 livres égyptiennes (10 dollars) par semaine: «il voulait élever notre niveau de vie», assure son frère. «Il répétait sans cesse: +Je veux t'aider à marier notre sœur+».

Depuis que l'Egypte a resserré en 2016 la

surveillance de ses côtes, les migrants partent par l'ouest, via la Libye - avec une traversée du désert en minibus ou en pick-up «encore plus dangereuse», selon Nour Khalil, directeur exécutif de la plateforme Egypt Refugees.

Les rescapés décrivent des «détentions arbitraires, tortures, viols, esclavage sexuel, privations alimentaires et travaux forcés», selon l'association SOS Méditerranée.

En 2024, l'UE a conclu un accord de 7,4 milliards d'euros avec Le Caire pour contenir les flux. Mais, pour que le contrôle frontalier ait du sens, «les gens doivent se sentir bien chez eux», dit M. Kaldas.

Partout en Egypte, affirme M. Khalil, émigrer est devenu «une ambition généralisée», y compris parmi les diplômés. «Ceux qui peuvent partir légalement le font», les autres «sont poussés vers la migration irrégulière, même si le voyage comporte des risques extrêmes», dit-il.

«JE LE REFERAIS»

A Kafr Moustafa Effendi, un autre village de Sharqiya, des familles pleurent encore le naufrage du chalutier Adriana: le drame avait fait disparaître en juin 2023 environ 650 migrants au large de la Grèce, selon l'ONU. Sur près de 750 passagers à bord, seuls 104 ont survécu. Des poursuites judiciaires visent les garde-côtes grecs accusés d'homicide par négligence.

Islam et El-Sayed, deux cousins de 18 ans, étaient à bord. Leurs familles avaient chacune rassemblé 140.000 livres (2.500 euros) pour les passeurs, rapporte leur cousin Abdallah Ghanem à l'AFP. «A l'époque, les gens montaient à bord de minibus pour la Libye aussi facilement que pour aller dans une autre ville».

Certains parviennent néanmoins sur l'autre rive. Hassan Darwish, un ouvrier de 24 ans, a quitté Sharqiya en 2023.

Aujourd'hui installé à Rome, il dit gagner environ 580 euros par mois et subvenir ainsi aux besoins de sa mère et de son frère malade, ce qui «n'aurait jamais été possible en Egypte». «J'ai vu l'horreur», confie-t-il à l'AFP. «Mais je le referais.»

Affamés, blessés, orphelins

Les enfants du Soudan du Sud piégés dans un nouveau conflit

Une balle dans la jambe, un bébé de 18 mois gît immobile sur un lit d'hôpital sale, au cœur d'une zone de conflit du Soudan du Sud. Le plus jeune pays du monde compte un nouvel orphelin.

«Quand ils sont arrivés, ils ont commencé à tirer sur tout le monde alentour - les vieux, les enfants et les mères», raconte à l'AFP sa grand-mère Nyayual à l'hôpital d'Akobo, dans l'Etat de Jonglei, au nord de la capitale Juba.

La balle qui a touché l'enfant a aussi tué sa mère, la fille de Nyayual - dont l'AFP n'utilise que le prénom par crainte de représailles. Celle-ci affirme que ce sont les forces gouvernementales qui ont attaqué leur village.

«Nous avons fui (...) ils continuaient à nous tirer dessus», se rappelle-t-elle.

Après des décennies de conflit contre le pouvoir de Khartoum, le Soudan du Sud est devenu indépendant en 2011. Mais le jeune pays a rapidement sombré dans une guerre civile, sur fond de lutte de pouvoir entre le président Salva Kiir et son vice-président Riek Machar, deux chefs militaires de la lutte d'indépendance.

En 2018, un accord de partage du pouvoir a apporté une paix relative, M. Machar redevenant le vice-président de Salva Kiir. Mais les tensions sont réapparues en 2025 et M. Machar est depuis en résidence surveillée.

L'hôpital d'Akobo - un ensemble de bâtiments délabrés, la plupart sans portes ni fenêtres - ne compte qu'un seul chirurgien, débordé.

Plus de 40 jeunes hommes étaient soignés pour des blessures par balles lors de la visite de l'AFP. Dans une salle, une femme âgée était allongée, touchée aux deux jambes par des tirs de soldats, selon ses proches qui racontent l'avoir portée pendant des jours avant de trouver une voiture pour les conduire à l'hôpital.

Sollicitée par l'AFP, l'armée n'avait pas réagi au moment de la publication.



«CATASTROPHE»

Les combats dans le Jonglei entre forces gouvernementales, loyales à Salva Kiir, et milices pro-Machar ont déplacé quelque 280.000 personnes depuis décembre, dont plus de la moitié sont des enfants, indique l'Unicef, certains fuyant pour la deuxième ou la troisième fois.

Environ 825.000 enfants risquent une malnutrition aiguë dans trois Etats dupays: Jonglei, Unité et Equatoria-Oriental.

Akeer Amou, 33 ans, a fui le Jonglei pour un camp informel sur les rives du Nil Blanc, où elle a donné naissance à son cinquième enfant.

L'endroit, qui ne figure sur aucune carte, n'est connu que sous le nom de Yolaket qui signifie «rivière». Des centaines de femmes et d'enfants y survivent désormais à l'ombre des arbres.

Mme Amou ne sait pas pourquoi le conflit a éclaté. Mais son fils, qu'elle a appelé Riak - ce qui signifie «catastrophe» - en subira les consé-

quences. «Le lait maternel vient quand on a de quoi manger, mais maintenant il n'y a rien», s'inquiète-t-elle en le berçant doucement.

Les mères passent leurs journées à glaner des fruits, des noix et des graines de nénuphar, tandis que les enfants barbotent dans les eaux troubles du fleuve. La plupart sont affamés.

Un responsable local a indiqué à l'AFP qu'environ 6.700 personnes attendaient de la nourriture, sans aucune aide en vue.

RUPTURE DE STOCKS

A Bor, capitale de Jonglei, les médecins tentent de répondre à l'afflux de déplacés avec des stocks qui s'épuisent rapidement.

David Tor, directeur par intérim de l'hôpital de la ville, a présenté à l'AFP une mère contrainte d'accoucher dans des marécages voisins. Il a réussi à faire baisser la fièvre du nouveau-né, une rare bonne nouvelle.

La mère a fui Fangak, une ville du nord du

pays où, en mai dernier, le seul établissement de santé pour plus de 100.000 personnes - géré par l'ONG Médecins sans frontières (MSF) - a été la cible d'une attaque d'hélicoptères et de drones, qui a détruit sa pharmacie et ses stocks de médicaments.

Face aux arrivées de nombreuses personnes ayant besoin de soins urgents, M. Tor se désole d'être «presque à court de tout» et craint de voir des patients mourir. La ministre de l'Information de l'Etat, Nyamar Lony Thichot Ngun-deng, a affirmé à l'AFP que l'hôpital recevait des approvisionnements suffisants.

PIÉGÉS

Le Soudan du Sud est classé pays le plus corrompu au monde par Transparency International. Des milliards de dollars de revenus pétroliers ont été détournés par l'élite au pouvoir, selon l'ONU, et le pays dépend à 80-90% de bailleurs internationaux pour ses besoins de santé. En outre, la reprise des combats est en train de créer une nouvelle génération sans perspectives de vie meilleure. Selon la Banque mondiale, 70% des enfants ne sont pas scolarisés. Dans un camp de déplacés au sud de Bor, où quelque 35.000 personnes sont arrivées récemment, des mères faisaient la queue pour inscrire leurs enfants à un programme d'éducation d'urgence et de soutien psychosocial qui accueille déjà près de 2.000 élèves.

La vie de Nyanhiar Malneth, 28 ans, a été ponctuée de guerres et d'années passées dans des camps de déplacés avec ses cinq enfants. «Je veux qu'ils aillent à l'école», dit cette femme dont la scolarité s'est arrêtée quand elle avait huit ans. Mais d'autres préoccupations sont plus urgentes: «Nous avons besoin de quelque chose à manger.»

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN
DAIRA D'OUED TLELAT
COMMUNE D'OUED TLELAT
BUREAU DES MARCHES
NIF N° : 31110449011

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N° 04/2026

Le Président de l'Assemblée Populaire communale d'Oued Tlelat lance un avis d'appel d'offre national ouvert relatif à l'opération suivante :

REALISATION GROUPE SCOLAIRE DE 06 CLASSES A VILLAGE TOUMAIT

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges contre paiement de la somme de 10.000 da auprès du service marches de la commune d'Oued Tlelat munies du cachet humide de l'entreprise.

- Conformément à la loi N° 23-12 du 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics loi N° 23-12 du 05 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et à l'article 67 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service publics, le dossier de l'offre est constitué en trois parties distinctes:

« Dossier de candidature » « offre technique » « offre financière ».

A/ Dossier de candidature : comprend les documents suivants :

- Quitance de Paiement du cahier des Charges
- Déclaration De Candidature dûment remplie datée et signée (selon modèle si joint)
- La déclaration de probité dûment remplie datée et signée (selon modèle si joint)
- Une copie du registre de commerce attestant la spécialité de l'entreprise dans le domaine.
- Copie du statut de l'entreprise pour les sociétés.
- Copie de déclaration des comptes sociaux pour les sociétés.
- Une copie extrait du casier judiciaire en cours de validité, au nom du soumissionnaire.
- Une copie de l'extrait de rôle apuré et en cours de validité, ou accompagné d'un échéancier de paiement avec le dernier reçu
- Une copie de la carte d'immatriculation fiscale.
- Une copie des attestations CNAS, CASNOS, CACOBATPH en cours de validité.
- La liste des moyens matériels.
- La liste des moyens humains.

B/ Capacités professionnelles :

- Une copie certificat de qualification et de classification professionnelle dans le domaine des Travaux Bâtiments activité principale, catégorie quatre (04) et plus en cours de validité.

b/ Référence Professionnelle : (02 attestations délivré par les maitres d'ouvrages publics) des projets similaires (réalisation des groupe scolaires, extension des classes).

c/Capacités financières : les bilans fiscaux des trois dernières années (2022 - 2023 - 2024), visés par les services des impôts.

B/ L'offre technique : comprend les documents suivants :

- Déclaration à souscrire dûment remplie, datée, signée, cachetée (selon modèle si joint).
- Le cahier des charges paraphé, daté, signé et cacheté portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».
- La mémoire technique justificatif dûment remplie complètement daté et signée. (Selon modèle joint) répondant aux points suivants :
 - Moyens matériels signée, cachetée mis en œuvre avec les pièces justificatives notamment les cartes grises, les assurances en cours de validité, rapport d'expertise 4 ème trimestre 2025, Factures d'achat et Scannaire pour les camions.
 - Liste moyens humains signée, cachetée (certificat à l'appui qualitativement appuyée des effectives déclarés au niveau de la CNAS, attestation de travail, diplôme)
 - un planning des travaux + Délai.

C/ Offre financière : comprend les documents suivants :

- La lettre de soumission (selon modèle si joint) dûment remplie, datée, signée et cachetée.
- Le Bordereau des Prix Unitaires dûment remplie, datée, signée et cachetée.
- Le Détail estimatif et Quantitatif dûment remplie, datée, signée et cachetée.

NB : Les copies des documents fournis doivent être en cours de validité.

- Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « Dossier de candidature », « Offre technique » et « Offre financière ».

- Ces trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante:

« Avis Appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°04/2026 »

REALISATION GROUPE SCOLAIRE DE 06 CLASSES A VILLAGE TOUMAIT

« À ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Adressées à Monsieur le Président de l'APC d'Oued Tlelat.

La date et l'heure de dépôt des offres est fixé à Dix (10) jours à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux à 11h00 H les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture des plis technique et financiers qui aura lieu le dernier jour de dépôt des offres à 11h15 au siège de la commune d'Oued Tlelat

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

Oued Tlelat, le

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2631002868

Le Quotidien d'Oran 22/02/2026

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

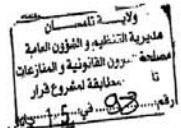
ولاية تلمسان

مديرية التقنين والشؤون العامة

مصلحة الشؤون القانونية والمنازعات

مكتب نزاع الملكية والمنازعات

قرار رقم 19 جاني 2026
بتضمن فتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية من أجل
إنجاز مشروع مجمع التطهير لمنطقة المصامدة بلدية مغنية
- الحصة رقم 17 -



إن السيد والي ولاية تلمسان،

2026

- بمقتضى الأمر رقم 58/75 المؤرخ في 26 سبتمبر 1975 المتضمن القانون المدني المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 09/84 المؤرخ في 04 فبراير 1984 المتضمن التنظيم الإقليمي للبلاد المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 25/90 المؤرخ في 18 نوفمبر 1990 المتضمن التوجيه العقاري المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 29/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990 المتعلق بالتهيئة والتعمير المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 30/90 المؤرخ في 01 ديسمبر 1990 المتضمن قانون الأملاك الوطنية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991 المحدد للقواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية المتمم،
- بمقتضى القانون رقم 09/08 المؤرخ في 25 فيفري 2008 المتضمن قانون الإجراءات المدنية والإدارية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 10/11 المؤرخ في 22 جوان 2011 المتعلق بالبلدية المعدل والمتمم،
- بمقتضى القانون رقم 07/12 المؤرخ في 21 فبراير 2012 المتعلق بالولاية لإنسيا المادتين 110 و 111 منه،
- بمقتضى المرسوم رقم 157/81 المؤرخ في 18 جويلية 1981 المتضمن تحديد نموذج نشرة القرارات الإدارية في الولاية وميزاتها،
- بمقتضى المرسوم الرئاسي المؤرخ في 06 سبتمبر 2023 المتضمن تعيين السيد يوسف بشلاوي واليا لولاية تلمسان،
- بمقتضى المرسوم التنفيذي رقم 186/93 المؤرخ في 27 جويلية 1993 المحدد لكيفيات تطبيق القانون رقم 11/91 المؤرخ في 27 أبريل 1991 المحدد للقواعد المتعلقة بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية المتمم بالمرسوم التنفيذي رقم 248/05 المؤرخ في 10 جويلية 2005،
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 57 المؤرخ في 26 جانفي 1993 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،
- بمقتضى المنشور الوزاري المشترك رقم 07 المؤرخ في 11 ماي 1994 المتعلق بنزع الملكية من أجل المنفعة العمومية،
- نظرا لمقرر تسجيل العملية رقم N.1.051.096.01.4813.000.013.22.008،
- نظرا لرسالة السيدة مديرة الري رقم 3391 المؤرخة في 20 نوفمبر 2025،

قرار رقم 19 جاني 2026
بتضمن فتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية من أجل إنجاز مشروع مجمع التطهير لمنطقة المصامدة بلدية مغنية - الحصة رقم 17.

بافتراح من السيد مدير التقنين والشؤون العامة
يقرر

المادة الأولى: يفتح تحقيق مسبق للتصريح بالمنفعة العمومية من أجل إنجاز مشروع مجمع التطهير لمنطقة المصامدة بلدية مغنية - الحصة رقم 17.

المادة 02: يعين السادة المبينين أدناه كمحافظين محققين على مستوى مقر بلدية مغنية:

بن مصطفى حسن	مديرية التعمير والهندسة المعمارية والبناء	رئيسا
قوار يونس	مديرية السكن	عضوا
قوال حسين	محافظة الغابات	عضوا

المادة 03: يوضع تحت تصرف الجمهور ملف خاص بفتح التحقيق لمدة 10 أيام ابتداء من يوم 10 فيفري 2026 إلى غاية 23 فيفري 2026

المادة 04: يجب أن يكون هذا القرار قبل خمسة عشر (15) يوما من تاريخ فتح التحقيق:

- معلقا بمقر بلدية مغنية.

- منشورا في صحيفتين وطنيتين على حساب الجهة المستفيدة من المشروع.

المادة 05: يتمثل الهدف من العملية في تحديد الغاية الموجودة من نزع الملكية وضبط قائمة الملاكين وكذا القطع الأرضية المراد نزع ملكيتها وإيداع كل الملاحظات الضرورية لهذه العملية.

المادة 06: عند انتهاء مدة التحقيق المذكورة في المادة الثالثة من هذا القرار يعلق السجل ويفحص المحافظ المحقق الملاحظات المدونة في السجل ويحرر تقريرا يستعرض فيه استنتاجه بشأن طابع المنفعة العمومية للمشروع بصريح العبارة ويرسل ملف التحقيق إلى السيد والي خلال مدة 15 يوما ابتداء من المدة المحددة في المادة الثالثة من هذا القرار.

المادة 07: يلزم المحافظ المحقق بإيداع ملف التحقيق المسبق لدى مديرية التقنين والشؤون العامة فور انتهاء مدة التحقيق مهيورا برأيه وملاحظاته.

المادة 08: يطلب من جميع ملاك الأراضي و ذو الحقوق العينية الأخرى الإطلاع على ملف التحقيق كل يوم ابتداء من تاريخ فتح التحقيق بمقر البلدية من الساعة 8 صباحا إلى الساعة 16:30 ما عدا أيام العطل، كما يمكنهم الإدلاء بملاحظاتهم إلى السيد المحافظ المحقق.

المادة 09: يحدد تعويض المحافظين المحققين حسب كفاءات ونسب مصاريف المهام الممنوحة للموظفين وفقا للتنظيم المعمول به ويكون التعويض على عاتق الجهة المستفيدة من المشروع.

المادة 10: تكلف السيدات والسادة الأمينة العامة للولاية، مديرية التقنين والشؤون العامة، مديرية الري، مدير الأشغال العمومية، مدير أملاك الدولة، مدير مسح الأراضي والحفظ العقاري، مدير التعمير والهندسة المعمارية والبناء مديرية المصالح الفلاحية، مندوب الضرائب، رئيس دائرة مغنية، رئيس المجلس الشعبي لبلدية مغنية والمحافظين المحققين كل فيما يخصه بتنفيذ هذا القرار الذي سينشر في نشرة القرارات الإدارية للولاية.

الوالي

ANEP N° 2631002881

Le Quotidien d'Oran 22/02/2026

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SIDI BEL ABBES
DAIRA DE TELAGH
COMMUNE DE TELAGH

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC CAPACITÉS MINIMALES N° 07 /2026

- Entretien et réhabilitation du stade communal de la commune de Telagh

Les soumissionnaires qualifiées et intéressées par le présent avis et titulaires d'un registre de commerce dans le domaine peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau des marchés publics sis au siège de la mairie de Telagh - Contre paiement de : 8.000,00 DA (huit mille dinars algériens). Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, insérées dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas. Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » - appel d'offres national ouvert avec capacités minimales N° 07 /2026 et l'objet de l'appel d'offres.

Condition d'éligibilité :

- Seules les entreprises disposant d'un certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité, catégorie Quatre (04) et plus activité principale Bâtiment.
- les entreprises qui sont pas réinsiliées leurs projets avec la commune.
- le délai proposé ne doit pas dépassé le délai administratif du service techniques : Soixante (60) Jours .

A/ Le dossier de candidature comporte les pièces suivantes :

- 1- La déclaration de candidature, dûment remplie, signée, cachetée et datée (ci-joint modèle),
- 2- La déclaration de probité, dûment remplie, signée, cachetée et datée (ci-joint modèle),
- 3- Copie du statut de l'entreprise .
- 4- tout document permettant évaluer les capacités des soumissionnaires :
 - a/ Capacités professionnelles : certificat de qualification et classification professionnelle en cours de validité, catégorie Quatre (04) et plus activité principale Bâtiment.
 - b/ Capacités financières : moyens financiers justifiés par les bilans financiers des exercices : 2022 , 2023 , 2024 visés par les services des impôts.
 - c/ Capacités techniques : moyens humains (Liste nominative des moyens humains destinés au projet visée par le soumissionnaire (obligatoire) appuyée des effectifs déclarés au niveau de la CNAS (attestation d'affiliation en cours de validité, ne dépassant pas trois (03) mois) ainsi les diplômes et les CV correspondants.) et matériels (Liste des moyens matériels propres par l'entreprise, à mobiliser pour le projet appuyée de toutes pièces justificatives (copie des cartes grises, et assurances, et le PV d'inventaire pour le matériel non roulant année 2025) , et références professionnelles (liste des références professionnelles appuyée par des attestations de bonne exécution délivrées par des maitres d'ouvrages publics).
- 5- Planning des travaux.

B/ L'offre technique comporte les pièces suivantes :

- 1- La déclaration à souscrire, dûment remplie, signée, cachetée et datée (ci-joint modèle),
- 2- Une mémoire technique justificatif, dûment remplie, signée, cachetée et datée (ci-joint modèle).
- 3- Le présent cahier des charges dûment signé paraphé et remplis et daté avec la mention manuscrite « lu et accepté » par le soumissionnaire.

C/ L'offre financière comporte les pièces suivantes :

- 1- La lettre de soumission, dûment remplie, signée, cachetée et datée (ci-joint modèle),
- 2- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U)
- 3- Le Détail Quantitatif et Estimatif (D.Q.E), dûment rempli, signé, cacheté et daté (ci-joint modèle),

REMARQUE : Toutes pièces présentées doivent être en-cours de validité. Le service contractant se réserve le droit de demander les originaux des pièces présentées par l'attributaire du marché.

- La durée de préparation des offres est fixé à Dix jours (10) jour à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP. les offres doivent être déposées au bureau des marchés publics au siège de la mairie de Telagh. La date et l'heure limite de dépôt des offres est le dernier jour de la durée de préparation des offres à 14 :00, si la date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légale la duré de préparation des offres est prorogée jusqu' au jour ouvrable suivant. L'ouverture des plis se déroulera en séance publique le même jour à quatorze heures (14 :00) au siège de la commune de Telagh..

Telagh le
Président de L'APC

ANEP N° 2631002865

Le Quotidien d'Oran 22/02/2026

2

21.10 Cérémonie de clôture Jeux olympiques de Milan-Cortina 2026

11.15 Parole inattendue
11.25 Jeux Olympiques d'hiver - Matinée



13.00 Journal
15.35 Rugby : Tournoi des Six Nations
19.45 Journal
23.00 JO Club



La célèbre Arène de Vérone accueille la cérémonie de clôture des Jeux olympiques d'hiver de Milan-Cortina 2026. Ce grand final des Jeux mêlera musique, art et esprit purement sportif, célébrant l'unité et le lien entre les athlètes et les nations. Ce sera l'occasion de rendre hommage à tous les participants, avant la traditionnelle cérémonie de passation avec les Alpes françaises qui organiseront les XXVes Jeux olympiques d'hiver en 2030. A travers une fresque mêlant musique, art et narration, le spectacle révélera au monde la créativité, l'ingéniosité et la passion qui définissent l'Italie.

3

20.05 Meurtres à...

09.55 Jeux Olympiques d'hiver : Matinée
11.25 Expression directe
11.55 Dimanche en politique
12.30 ICI 12/13
12.55 Jeux Olympiques d'hiver : Midi
13.40 Vivement dimanche
17.25 Le jeu des 1000 euros
18.05 Questions pour un champion
19.15 ICI 19/20
19.55 C'est bon à savoir



S 10 - E 3 : Meurtres sur la Côte Fleurie
L'histoire des régions françaises est riche en légendes mystérieuses et macabres, chacune portant en elle des particularités qui lui confèrent une identité unique. Dans "Meurtres à...", ces récits oubliés refont surface de manière tragique, lorsque des crimes horribles se produisent, faisant écho à des événements d'un passé que l'on pensait clos. Alors que des meurtres inexplicables secouent une communauté, les enquêteurs, dont la détermination est mise à l'épreuve,...

4

21.00 Le huitième ciel

09.53 La famille Weasy
09.55 Bluey
10.53 Les as de la jungle à la rescousse
11.40 Mission info
11.57 T'es au top
12.05 Les Jeux de La Fontaine
12.39 Potobot
13.25 Un jour, une question
16.00 Fort Boyard
17.54 Gangnam Project, l'aventure K-pop
18.55 Okoo-koo
19.25 Le père Noël est une ordure



Agnès Duval, éminente architecte, a fait construire 27 gratte-ciels dans 27 pays. Décorée de la Légion d'honneur et forte d'une haute réussite sociale, elle décide de prendre une pré-retraite bien méritée pour profiter de la vie, de sa famille et de sa fortune. Mais la rencontre inattendue avec un couple de Géorgiens sans papiers va faire vaciller son existence, obligeant Agnès à se réinventer.
22.35 Coupures

5

arte

TMC

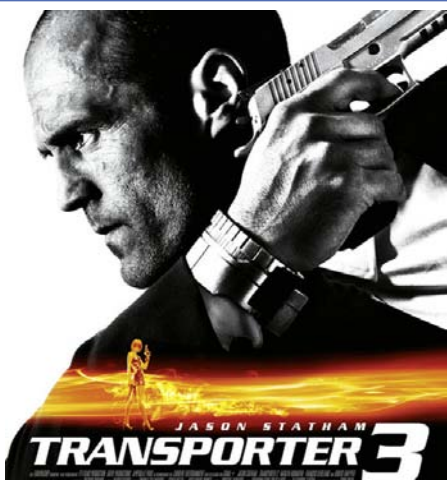
09.25 Silence, ça pousse !
10.20 Echappées belles
11.55 Les routes de l'impossible
12.30 C à vous
14.35 Vivaldi en 4 saisons
16.09 Imprévu
16.20 Du pain coûte que coûte
17.20 Fuite des nazis, la route des monastères
18.30 En société
20.00 C politique
21.05 Alsace, dans la tourmente de l'histoire
22.40 A feu et à sang, des volontaires français sur le front de l'Est

09.10 Les Basters de Namibie : bâtards et fiers de l'être
09.55 Cuisines des terroirs
10.25 Au fil de l'Argentine
13.30 Par-dessus les moulins
17.15 Des volcans et des hommes
17.45 Vermeer : la plus grande exposition
18.40 Menuhin et Karajan interprètent Mozart
19.45 Arte journal
20.05 Melanie Griffith : Sortir des griffes de Hollywood
22.55 L'actrice Tippi Hedren
23.50 Joana Mallwitz dirige Ravel,...

09.20 Le bétisier de l'été



12.40 Animaux à adopter
21.15 Esprits criminels: S 4 - E 19 : Chasse aux sorcières



CINE +
FRISSE 20.50

LE TRANSPORTEUR 3

Acteur: Jason Statham, Robert Knepper, François Berléand, Natalya Rudakova,... Frank Martin (Jason Statham), expert en livraisons hautement sensibles, a choisi de reprendre une existence tranquille dans le sud de la France, loin des dangers de son passé. Cependant, sa sérénité est rapidement bouleversée lorsque Johnson (Robert Knepper), un impitoyable homme d'affaires et mafieux, le contraint à reprendre du service. Frank se retrouve alors embarqué dans une mission périlleuse, devant transporter Valentina...



CINE +
PREMIER 20.50

LA MORT DANS LA PEAU

Acteur: Matt Damon, Franka Potente, Joan Allen, Brian Cox, Julia Stiles,... Cela fait maintenant deux ans que Jason Bourne, ancien agent de la CIA devenu tueur à gages, vit en fuite avec sa compagne, Marie. Ensemble, ils espèrent trouver la paix et une vie loin des ombres du passé. Leur choix de s'installer dans le pittoresque village de Goa semble initialement prometteur, mais cette tranquillité est rapidement mise à mal lorsque des ennemis de Jason commencent à se rapprocher. En proie à ses démons, Bourne ressent la douleur de son ancien métier et la menace constante de ses purs prédécesseurs, qui n'hésiteront pas à revenir pour régler leurs comptes.



arte 21.00

LES OISEAUX

Acteur: Tippi Hedren, Rod Taylor, Jessica Tandy, Suzanne Pleshette,... Sur la côte californienne, sous un ciel d'abord serein, une menace insidieuse se prépare à frapper. Melanie Daniels (Tippi Hedren), jeune femme élégante et impulsive, mène une existence insouciance, rythmée par les caprices de sa fortune et les jeux de séduction. Tout bascule lorsqu'elle croise Mitch Brenner (Rod Taylor), un avocat charismatique, dans une animalerie de San Francisco. Pour attirer son attention, elle achète une paire d'amadours et décide de les lui apporter en personne,...

TÉLÉVISION

TF1

21.10 Forrest Gump



Sur un banc public de Savannah, en Géorgie, un homme au sourire timide et aux yeux clairs commence à raconter son histoire à des inconnus. Forrest Gump (Tom Hanks), avec sa voix douce et son allure maladroite, n'a rien d'un héros ordinaire. Né dans une petite ville de l'Alabama avec un QI en dessous de la moyenne et des jambes affaiblies par un handicap, il grandit sous le regard aimant et intransigeant de sa mère (Sally Field), qui refuse de le voir comme différent. "La vie, c'est comme une boîte de chocolats, Forrest : on ne sait jamais sur quoi..."

6

21.10 Les années collègue



Pendant quatre ans, de septembre 2020 à juin 2024, des caméras ont suivi sept collégiens, de leur entrée en 6e à la fin de la 3e dans un collège de Senlis, dans l'Oise. En classe, chez eux, avec leurs amis, ils ont tout partagé : les rires, les larmes, les premières histoires d'amour, les ruptures, les disputes, les fêtes, les doutes, les échecs et les victoires. Chahine, Enora, Diego, Adé, Arthur, Eloise et Malone se confient sur cette période charnière où leur corps change,...

10.25 Turbo
12.45 Le 12.45
13.25 Un jour, un doc week-end
17.10 66 minutes



19.45 Le 19.45
20.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
20.40 E=M6

CANAL+

09.28 F1 en pole position



12.31 Un petit Clique en +
12.54 En aparté
13.32 Y a-t-il un flic pour sauver le monde ?
17.02 The Match
17.30 Football : Premier League
19.29 Canal Football Club

21.05 Intérieur sport



"Intérieur sport" propose de s'immerger dans le quotidien d'un sportif ou d'une sportive de haut niveau, que ce soit lors de sa préparation aux grands événements ou en pleine compétition. A suivre, dans ce numéro, la judokate française Amandine Buchard, 3e des Jeux olympiques de Paris-2024, dans la catégorie des -52 kg, championne olympique par équipes mixte, double championne d'Europe en 2021 et 2023 et victorieuse, en 2025, des Grands Chelems de Tbilissi et Douchanbé.
22.37 Cérémonie des BAFTA 2026

PLANETE +

TFX

W9

09.33 American Pickers,...
12.37 Munich 72, des jeux et du sang
14.15 Aux armes, citoyennes ! Les femmes dans ...
15.55 Mystérieux objets
17.31 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe
19.23 American Pickers,...



20.55 Mystérieux objets

09.15 Incroyables mariages gitans
13.05 Friends



21.10 Friends : le défi

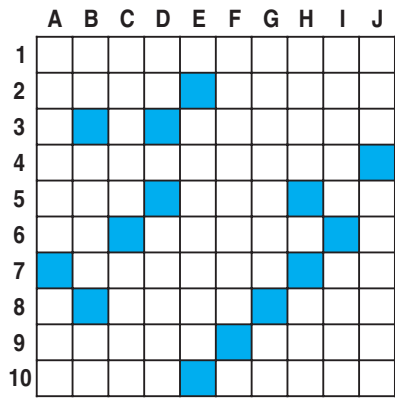


09.20 Génération Hit machine
10.10 Fréquentstar
12.20 100% poker
12.50 Desperate Housewives



16.30 La petite histoire de France
21.10 Envole-moi
22.50 Nanny McPhee et le Big Bang





Horizontalement:

1. Un tissu léger et transparent, un verre fin, purée !
2. Cours ici et là. Fleurs de boublon.
3. Grand tonneau.
4. Colonne à pyramidon.
5. Volume. Pièces de caisse. Gros et gras des oreilles.
6. Sur la rose. Désordre et confusion.
7. Décarrer. Fait son entrée au monde.
8. Élément de direction. Rarement seul en tête.
9. Mis en page. Milieu de terrain.
10. S'enfuit ou meurt. Courte séparation.

Verticalement:

- A. Plein d'amertume. Au réveil, il a toujours un tic.
- B. Conjonction. Le singe du mec. Article.
- C. Parent ascendant. Suit comme un mouton.
- D. Pièces à souder. Ligne de faite.
- E. Diantre, c'est entre fichier et foutre.
- F. Tissu à carreaux.
- G. Ville du temple d'Amon. Sur l'ardoise.
- H. Non fondé. Trois fois.
- I. «Le Vieillard de la mer».
- J. Partie du désert. Gâteau maison.

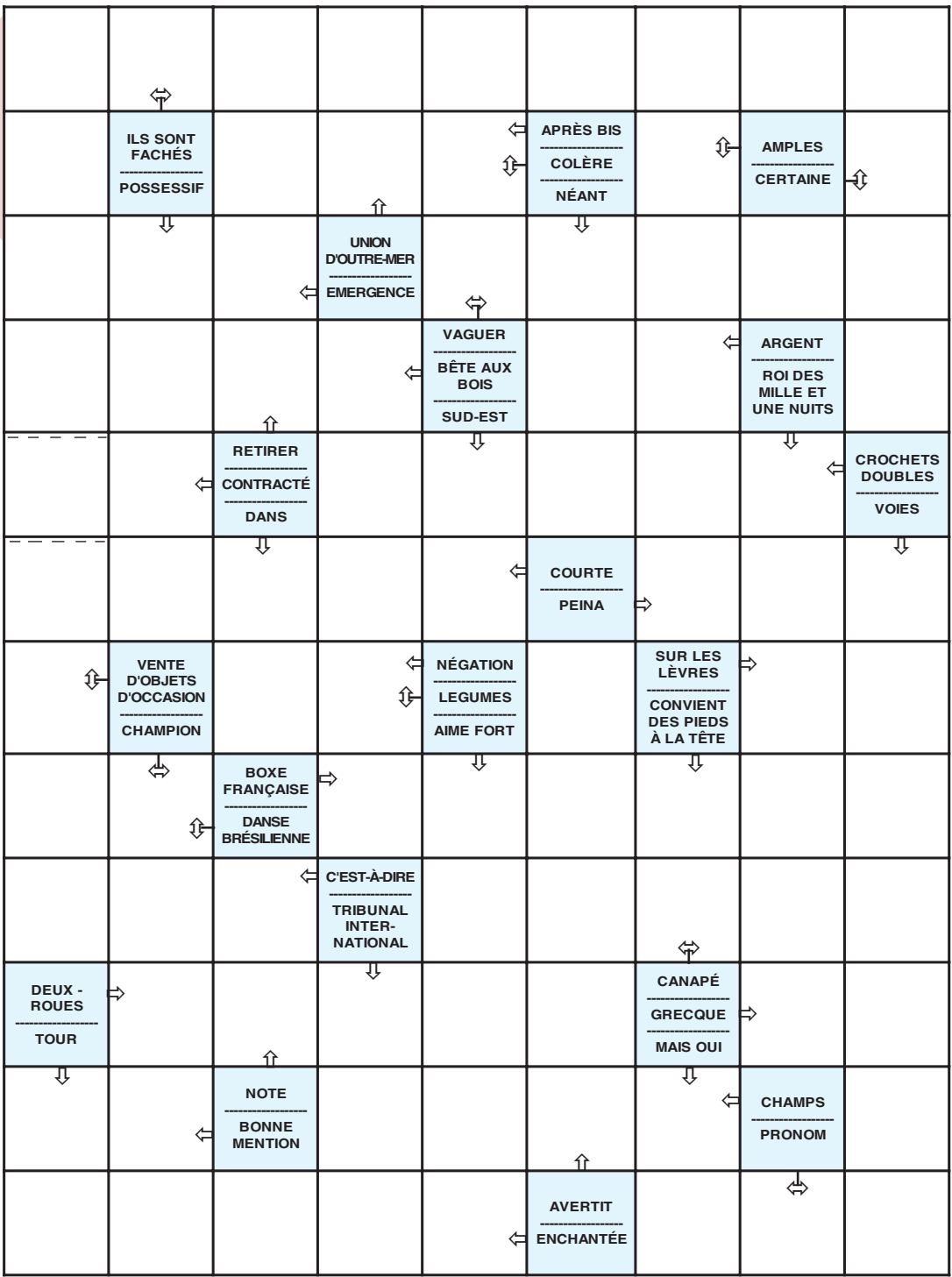
R	R	N	O	I	T	C	A	R	T	T	A	E	T	E
E	E	O	E	E	H	C	I	N	N	T	G	R	G	M
T	D	I	U	E	A	O	E	E	N	R	A	A	E	O
N	R	S	F	U	R	M	M	E	A	N	R	M	R	R
E	A	N	S	R	E	A	M	T	S	E	S	E	E	U
T	G	E	E	R	R	E	I	P	M	I	N	V	S	E
I	N	T	A	E	L	G	A	E	N	I	O	E	O	S
N	I	F	P	B	N	R	N	I	A	L	C	E	R	S
R	F	M	A	U	E	T	V	T	U	N	S	E	H	O
E	E	M	R	N	I	U	N	T	E	I	U	E	C	R
T	I	E	C	O	A	O	I	I	T	O	R	T	N	G
A	R	E	R	H	C	O	C	N	D	M	U	E	A	R
M	B	D	C	I	N	S	A	A	I	S	E	T	R	A
X	E	N	O	N	G	H	M	N	O	I	V	A	R	D
T	R	O	U	A	G	A	E	E	D	R	A	B	M	E

AGIR – AIMABLEMENT – AISE – AMADOUER – ATTRACTION – AVION – BRIEFING – CAUSE – CHAUVINISME – CHEF – CONTAINER – DROIT – EFFAREMENT – EGAREMENT – EGRATIGNURE – EMBARDEE – GARDER – GRADE – GROSSEUR – HANTISE – HERMINE – MATERNITE – MORUE – ŒUF – OUTRE – RANCH – REVOLUTION – ROSE – RUEE – SCIENCE – TEMPERAMENT – TENSION – TENTER – TERROIR – TETEE – TRANSPARENCE- XENON.

- Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er est avare.
 - Mon 2e est un des cinq sens.
 - Mon tout est un plat de légumes et de viande en sauce.

1	T	I	C	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	
3	7	8	1	2	6	2	1	4	7				
7	8	5	4	10	7	11		5	12				
8		8	2		8		13	12	7				
1	12		14	7	1	9	2	6					
2	8	11	9	8	7		15	9	15				
10	2	7	6		12		5	16	7				
7		4	2		4	5	12	7					
1	9	4	11	7	11		4		11				
4	5	12	10	2		3	7	16	7				
7	4	4	7		3	5	12	2	3				
	1	2		3	4	12	11		5				
4	7	7	6	6	7		7	3	12				
12		4		7	5	8		12	7				
7	8	11	9	14	6	7	7		8				
11	12		12	11	7	4	7	8	1				

Jeux proposés par Chérifa Benghani



	3		5			4
				2		5
4			8			9
9		4				2
	2	3	5		1	6
	7				8	
					6	
1		7				5
	6		7	2	4	
						3

FLECHES N°9504

A	V	A	R	I	E	S						E
R		M	O	R	V	E	U	X				
R	A		D	R		T	N	T				
O	R	N	E	E	S				S	E		
S		E	S	S	O	R						R
E	R	E			P	L	E	I	N			
U			R	E	E							L
M	I	S			C				S	E	S	
A	N	C	E	T	R	E	S					
F	A	O	N			A	U					V
I			O			V	I	L	L	E		
A	M	P	O	U	L	E						R

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°9504

I	N	T	E	R	P	E	L	L	E			
M	O	U	R	I	R			H	U	M		
P	E	R	I	M	E	E		M	P			
E		L		A		T	R	I	E			
C	R	U	C	I	F	I	E	E	S			
C	A	P	I	L	L	A	I	R	E			
A	P	I			L	I	G	N	E			
B	E	N	Z	E	N	E				T		
L	E	E			U	T			B	L	E	
E	S	S	O	R			I	L	E	S		

SUDOKU N°9504

4	8	7	1	2	9	3	5	6
3	9	2	8	6	5	4	1	7
6	1	5	7	3	4	9	8	2
5	7	9	6	8	3	2	4	1
1	4	6	2	5	7	8	3	9
8	2	3	4	9	1	6	7	5
2	5	1	3	4	6	7	9	8
7	3	8	9	1	2	5	6	4
9	6	4	5	7	8	1	2	3

CODÉS N° 9504

1	2	3	4	5	6				
7	8	9	10	11	12				
13	14	15	16	17	18				
19	20	21	22	23	24				

FOUILLIS N° 9504:

PUMA (Pue - Ma)

FOUILLIS N° 9504:
PUMA (Pue - Ma)



10 ERREURS



Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie et Pologne lancent un programme de drones «à bas coûts»



Produire des drones vite et pas cher: Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie et Pologne ont présenté vendredi un programme commun de développement de moyens de défense aérienne «à bas coûts» pour faire face à la menace grandissante des missiles et des drones. Réunis à Cracovie, dans le sud de la Pologne, les ministres et vice-ministres de la Défense des pays dits de l'E5 ont annoncé le lancement de l'initiative «Low-Cost Effectors and Autonomous Platforms (LEAP)», soit «Drones et plateformes autonomes à bas coûts».

Les premières puissances militaires du continent entendent «améliorer la sécurité collective» des membres de l'Otan en tirant les leçons de la guerre en Ukraine, tout en poursuivant leur «coopération dans les systèmes d'armements traditionnels». La guerre déclenchée par l'invasion russe à grande échelle de l'Ukraine en février 2022 est le premier conflit armé de l'Histoire où les drones sont aussi omniprésents et déterminants sur le champ de bataille.

La Suède et la Serbie demandent à leurs ressortissants de quitter l'Iran

La Serbie et la Suède ont demandé samedi à leurs ressortissants de quitter l'Iran, face à l'éventualité de frappes américaines dans ce pays.

Faisant état d'une «hausse des tensions et du risque de détérioration de la situation sécuritaire», Belgrade a «recommandé à tous les citoyens de la République de Serbie qui se trouvent en République islamique d'Iran de quitter le pays au plus vite», selon un communiqué du ministère serbe des Affaires étrangères.

A Stockholm, la ministre suédoise des Affaires étrangères, Malmer Stenergard, a souligné sur X «l'appel ferme adressé aux citoyens suédois qui se trouvent actuellement dans le pays à le quitter» tout comme «d'éviter tout voyage en Iran».

La Serbie avait déjà invité à la mi-janvier ses ressortissants à quitter l'Iran et à ne pas s'y rendre.

L'Iran a fait savoir vendredi vouloir un accord «rapide» avec les Etats-Unis, au lendemain de l'ultimatum lancé par le président américain Donald Trump, qui laisse planer la menace d'une intervention militaire.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Liban : 12 martyrs dans des frappes sionistes



Au moins 12 personnes sont tombées en martyrs vendredi dans des frappes sionistes dans le sud et l'est du Liban, les plus meurtrières dans le pays depuis novembre. Les frappes sionistes sur plusieurs endroits de la vallée de la Bekaa, dans l'est, se sont soldées par la mort en martyrs

de 10 personnes et blessé 24 autres, a déclaré le ministère libanais de la Santé, ajoutant que trois enfants figuraient parmi les blessés.

Plus tôt dans la journée, deux personnes sont tombées en martyrs suite à une frappe sioniste dans le camp de réfugiés palestiniens d'Aïn el-Héloué (sud du

pays), selon le ministère libanais de la Santé.

En novembre dernier, 13 personnes étaient tombées en martyrs dans le camp d'Aïn el-Héloué dans un raid sioniste. L'ONU avait réclamé une enquête, affirmant que 11 enfants figuraient parmi les martyrs.

Venezuela : 379 prisonniers politiques amnistiés

La justice vénézuélienne a accordé la liberté à 379 prisonniers politiques à la suite de l'adoption d'une loi d'amnistie promue par le gouvernement intérimaire, a annoncé dans la nuit de vendredi à samedi le député qui préside de la commission chargée du processus.

«Le ministère public a adressé aux tribunaux compétents des demandes d'amnistie (...) pour un total de 379 personnes», a déclaré Jorge Arreaza lors d'une interview télévisée. «Ces personnes doivent être libérées et amnistiées entre ce soir et demain matin», a-t-il ajouté.



EDITORIAL

Abdelkrim Zerzouri

LE DÉFI RELEVÉ

environnemental. Le site en question continue d'émettre des substances mortelles telles que le césium 137 et le plutonium.

Selon le ministère de la Défense nationale, la toute première opération concerne le site de Taourirt Tan Affela, près d'In Ekker, dans la wilaya de Tamanrasset, dans l'extrême sud du pays. «La décontamination des sites des explosions nucléaires qui ont permis à la France de se doter d'une arme de destruction massive se fait avec des compétences algériennes», a indiqué le ministère algérien qui a réalisé un documentaire spécial sur le sujet, sous le titre «Les Algériens au cœur des défis». L'engagement de cette opération, a ajouté la même source, «est le fruit de plusieurs décennies d'études, de planification et de coordination des efforts entre différents secteurs, principalement celui de la défense, et sous la supervision d'experts et de spécialistes algériens et avec des capacités nationales». Les experts algériens ont mis en place un camp de décontamination, le premier du genre, comme modèle pour une future réhabilitation radicale et globale d'autres sites, a fait savoir la même source.

Le procédé utilisé consiste en la collecte et le stockage des déchets dans des conteneurs en béton préparés à cet effet, tout en tenant compte des procédures de sécurité. Tant que la France fait la sourde oreille face à ses responsabilités historiques, l'Algérie n'a pas d'autre choix que d'engager ce travail par ses propres moyens. L'Algérie ne peut pas attendre éternellement la réponse de la France, qui voit, elle, ce dossier uniquement sous son angle financier, malgré les précisions du président Tebboune, qui a clairement signifié que l'Algérie ne veut pas de compensation en euros ou en dollars mais juste une décontamination des sites en question. Malgré tout, la France considère, outrageusement, que la décontamination des sites dans le Sahara, qui portent les traces du crime imprescriptible du colonialisme, coûtera très cher au contribuable français. On se cache également derrière le mobile du secret-défense pour ne pas ouvrir les archives qui pourraient au moins orienter les travaux vers les lieux précis où se sont déroulés les essais nucléaires, des lieux souterrains et d'autres en plein air, et permettre d'aller vite et avec efficacité dans ce travail. La mesure engagée par l'Algérie révèle toute l'étendue des feintes qui font de la réconciliation des mémoires une imposture.

Thaïlande : 72 tigres tués par un virus dans un parc animalier



Soixante-douze tigres sont morts ces dernières semaines dans un parc animalier du nord de la Thaïlande en raison d'une infection virale et bactérienne, ont indiqué les autorités locales. Des analyses ont décelé la présence du virus très contagieux de la maladie de Carré, ainsi que de bactéries affectant le système respiratoire, a fait savoir vendredi dans un communiqué le Département de l'élevage de la province de Chiang Mai.

«Lorsque les tigres tombent malades, il est plus difficile de le détecter que chez des animaux comme les chats ou les chiens. Au moment où nous avons réalisé qu'ils étaient malades, il était déjà trop tard», a déclaré à un média local le directeur du Département thaïlandais de l'élevage, Somchuan Ratanamungklanon.